

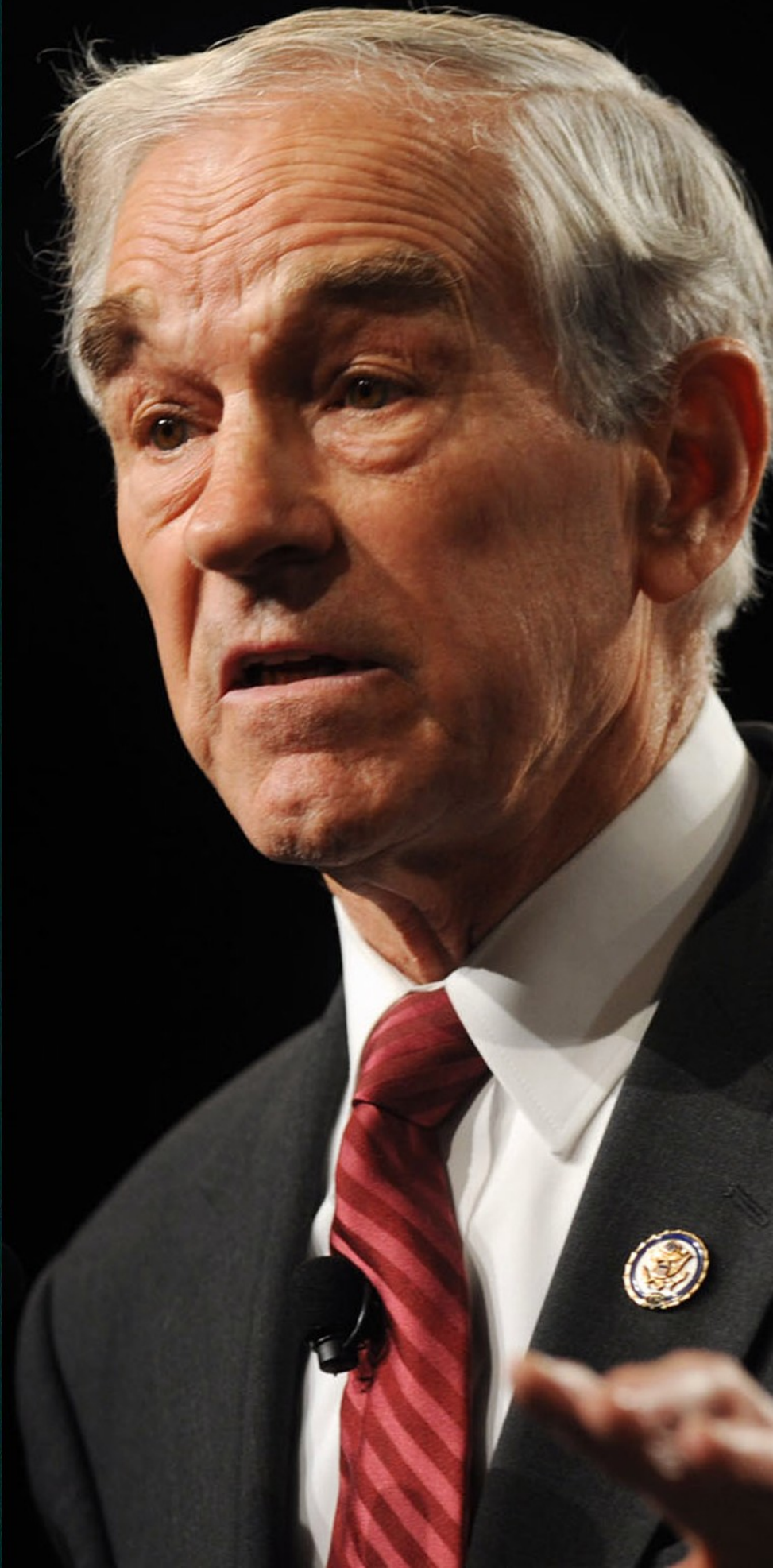


INSTITUT
COPPET

La liberté définie

Ron Paul

www.institutcoppet.org



LA LIBERTÉ DÉFINIE

10 sujets essentiels qui affectent nos libertés

Ron Paul

Extraits de Ron Paul, *Liberty Defined: 50 Essential Issues That Affect Our Freedom* (2011).

Traduction par Jacques Peter, Thierry Falissard, Benoît Malbranque, Stéphane Geyres et Damien Theillier, Institut Coppet, 2015.



INSTITUT
COPPET

Avertissement : ces petits chapitres font partie d'un ensemble de 50 chapitres dans la version originale du livre de Ron Paul. Nous en avons sélectionné et traduit 10 pour le lecteur français.

« Nous devons retrouver ce que signifie le fait d'être libre. [...] Pour ce faire, nous n'avons pas besoin de chansons, de slogans, de rassemblements, de programmes, ni même de partis politiques. Tout ce dont nous avons besoin est l'accès à de bonnes idées, un certain degré d'idéalisme et le courage d'embrasser la liberté que tant de grands hommes du passé ont embrassée. [...] La liberté a construit la civilisation. Elle peut reconstruire la civilisation. Et quand la marée changera et que la culture célébrera à nouveau ce que signifie être libre, notre combat sera gagné. Cela pourrait arriver aujourd'hui. Ou bien après notre départ de cette terre. Mais cela arrivera. Le travail de notre génération est de préparer la voie. »

« Les idées sont capitales pour façonner la société. En fait, elles sont bien plus puissantes que les bombes, les armées ou les fusils, parce qu'elles peuvent se propager sans entrave. Elles sont derrière tous les choix que nous effectuons. Elles peuvent transformer le monde comme ne peuvent le faire les gouvernements et les armées. Lutter pour la liberté avec des idées a beaucoup plus de sens pour moi que de se battre avec des armes, ou de lutter par la politique ou par l'exercice du pouvoir. Grâce aux idées, nous pouvons opérer de réels changements, de façon durable. »

Table des matières

Introduction.....	4
1° AIDE AUX PAYS ÉTRANGERS.....	9
2° AVORTEMENT.....	13
3° ÉCOLE AUTRICHIENNE D'ÉCONOMIE.....	19
4° ENVIE.....	22
5° ENTENTE BIPARTITE.....	24
6° FISCALITÉ.....	26
7° KEYNÉSISME.....	30
8° PEINE CAPITALE.....	39
9° POLITIQUE MONÉTAIRE.....	43
10° RACISME.....	46
Appendice.....	50

Introduction

L'histoire et les idées politiques dominantes de l'Amérique s'identifient à la liberté. La Déclaration d'Indépendance affirme que la vie, la liberté et la recherche du bonheur sont des droits inaliénables, mais je pense que la vie et la recherche du bonheur dépendent également de la liberté, socle fondamental de notre pays. Nous employons le mot presque comme un cliché. Mais savons-nous ce que cela signifie ? Sommes-nous capables de la reconnaître lorsque nous la rencontrons ? Plus fondamentalement, sommes-nous capables de reconnaître l'opposé de la liberté lorsqu'il nous est vendu comme une forme de liberté ?

La liberté signifie exercer les droits humains de n'importe quelle manière aussi longtemps que cela n'interfère pas avec l'exercice des droits des autres. Cela signifie avant tout d'exclure l'administration de nos vies. Ce chemin seul conduit à la libération des énergies humaines qui construit les civilisations, procure la sécurité, engendre la richesse, et protège le peuple des violations systématiques des droits. Dans ce sens, seule la liberté peut réellement écarter la tyrannie, le grand et éternel ennemi de l'humanité.

La définition de la liberté que j'utilise est la même que celle admise par Thomas Jefferson et sa génération. Son acception découle de la grande tradition de la liberté, car Jefferson lui-même s'est nourri à la source de John Locke (1632-1704). J'utilise le terme « libéral » sans ironie ni mépris, car la tradition libérale dans son véritable sens, du Moyen Âge tardif au début du vingtième siècle, avait pour but de libérer la société des chaînes de l'État. Voilà un objectif que je me fixe et que devraient, je pense, se fixer tous les Américains.

Croire en la liberté, ce n'est pas croire en un résultat social ou économique particulier. C'est faire confiance à l'ordre spontané qui émerge lorsque l'État n'interfère pas dans la volonté et la coopération humaines. Elle permet aux gens de régler leurs problèmes et de construire leurs vies à leur manière, de prendre des risques en acceptant la responsabilité qui en découle, et de décider par eux-mêmes.

Est-ce que nos dirigeants à Washington croient en la liberté ? Ils le prétendent parfois. Je ne pense pas qu'ils disent la vérité. L'existence à Washington, DC, de l'État Léviathan pillier de richesses, une énorme machine caricaturale que personne ne peut maîtriser et que peu de gens défient sérieusement, un monstre qui se manifeste en permanence dans tous les aspects de nos vies, est la preuve suffisante que nos

dirigeants n'y croient pas. Aucun des deux partis ne défend véritablement les idéaux classiques et fondamentaux qui ont donné naissance à la Révolution Américaine.

Les coûts de ce Léviathan sont évidemment incommensurables. Le vingtième siècle a enduré deux guerres mondiales, une crise économique mondiale et une « Guerre Froide » de quarante-cinq ans où deux superpuissances se faisaient face avec des dizaines de milliers de fusées intercontinentales armées de charges nucléaires. Et pourtant aujourd'hui la menace bureaucratique, partout dans le monde, pourrait bien représenter un plus grand danger que tout ce qui s'est produit au vingtième siècle. Nous sommes contrôlés où que nous allions : au travail, au magasin, à la maison et à l'église. Plus rien n'est privé : ni la propriété, ni la famille, ni même nos lieux de culte. Nous sommes encouragés à nous espionner mutuellement et à supporter passivement que des agents de l'administration nous scannent, nous harcèlent et nous remettent à notre place jour après jour. Si vous protestez vous êtes mis sur une liste noire. Si vous vous battez pour révéler la vérité, comme l'ont fait Wikileaks et d'autres sites, vous devenez une cible et pouvez être anéantis. Parfois nous avons l'impression de vivre littéralement dans un roman cauchemardesque comme *1984* ou *Brave New World*, avec de moins en moins de liberté économique. Certains diront que c'est une hyperbole ; d'autres comprendront exactement ce dont je parle.

L'enjeu est le rêve américain lui-même, qui à son tour est associé à notre niveau de vie. Trop souvent nous sous-estimons le véritable sens de l'expression « niveau de vie ». À mon sens, elle concerne directement toutes les questions qui affectent notre bien-être matériel, et par conséquent notre vision de la vie elle-même : que nous soyons pleins d'espoir ou désespérés, que nous prévoyions un progrès ou une régression, que nous pensions que nos enfants s'en sortiront mieux ou moins bien que nous-mêmes. Toutes ces considérations sont au cœur de l'idée de bonheur. L'expression « niveau de vie » recouvre presque tout ce que nous attendons de la vie sur cette terre. Il s'agit simplement de la manière dont nous pouvons définir nos vies.

Nos niveaux de vie sont rendus possibles par l'institution bénie de la liberté. Lorsque la liberté est attaquée, tout ce à quoi nous tenons est attaqué. Les administrations, par leur nature même, sont en concurrence notoire avec la liberté, même si l'intention proclamée pour établir un État donné est de protéger la liberté.

Prenez par exemple les États-Unis. Notre pays fut créé avec les idéaux les plus élevés jamais connus et le respect de la liberté individuelle. Et pourtant regardez où nous en sommes aujourd'hui : des dépenses et une dette incontrôlables ; une bureaucratie monstrueuse qui règle chacun de nos pas ; un mépris total pour la propriété privée, les

marchés libres, une monnaie saine et la sphère privée ; et une politique étrangère d'expansion militaire. Les freins mis à notre administration dans la Constitution par les Pères Fondateurs n'ont pas fonctionné. De puissants intérêts particuliers gouvernent et il semble qu'il n'y ait aucun moyen de les combattre. Alors que la classe moyenne est détruite, les pauvres souffrent, les riches légitimes sont pillés et les riches illégitimes s'enrichissent. La richesse du pays est tombée entre les mains de quelques-uns au détriment de tous les autres. Certains disent que c'est à cause d'un manque de réglementation à Wall Street, mais ce n'est pas exact. La racine du problème est bien plus profonde que cela.

La menace à la liberté ne se limite pas aux États-Unis. L'hégémonie du dollar a globalisé la crise. Rien de pareil ne s'est jamais produit avant. Toutes les économies sont liées et dépendantes de la capacité du dollar à maintenir sa valeur, alors qu'en même temps la production illimitée de dollars est censée sauver tout le monde.

Cette mondialisation du dollar est rendue plus dangereuse par presque tous les gouvernements qui agissent de manière irresponsable en étendant leurs pouvoirs et en vivant au-delà de leurs moyens. La dette mondiale est un problème qui va s'amplifier si nous continuons sur cette voie. Et pourtant toutes les administrations ; et surtout la nôtre, n'hésitent pas à accroître leurs pouvoirs au détriment de la liberté dans un effort futile de nous imposer leur vision. Elles croissent et s'enfoncent davantage dans la dette.

Dans notre effort pour remonter la pente, il est essentiel de comprendre comment les États sont toujours en concurrence avec la liberté et détruisent le progrès, la créativité et la prospérité. La compétition entre le pouvoir abusif de l'administration et la liberté individuelle est un problème vieux comme le monde. Le concept de liberté, reconnu comme un droit naturel, a pris de milliers d'années à être compris par les masses en réaction à la tyrannie imposée par ceux dont le seul désir est de régner sur les autres et de vivre de leur assujettissement.

Ce conflit était compris par les défenseurs de la République Romaine, les israélites de l'Ancien Testament, les barons rebelles de 1215 qui réclamaient le droit d'*habeas corpus*, et certainement par les fondateurs de ce pays, qui imaginèrent la possibilité d'une société sans roi ni despote et définirent ainsi le cadre qui a inspiré tous les mouvements de libération depuis lors. Il est compris par un nombre croissant d'Américains qui réclament des réponses et exigent la fin de l'hégémonie de Washington sur le pays et sur le monde.

Et pourtant, même parmi les amis de la liberté, il y a beaucoup de gens qui ont été trompés à croire que l'État peut les protéger du tout risque, leur procurer une sécurité économique équitablement répartie et améliorer leur comportement moral individuel. Si l'État se voit attribuer le monopole de la coercition pour atteindre ces buts, l'histoire montre que cette force conduit toujours à des abus. Sans aucune exception.

Au cours des siècles des progrès ont été réalisés dans la compréhension du concept de liberté individuelle et de la nécessité de rester vigilants en permanence pour limiter l'abus de pouvoir de l'État. Malgré des progrès constants, des périodes de recul et de stagnation ont eu lieu. Au cours des derniers cent ans les États-Unis et la plus grande partie du monde ont connu un recul de la cause de la liberté. En dépit de toutes les avancées technologiques, en dépit d'une compréhension plus affinée des droits des minorités, en dépit de toutes les avancées économiques, l'individu jouit d'une bien moindre protection contre l'État qu'il y a un siècle.

Depuis le début du siècle dernier, de nombreuses graines de destruction ont été plantées qui ont maintenant grandi pour permettre un assaut systématique contre nos libertés. Avec une terrible crise financière et monétaire sur nous et qui menace l'avenir aussi loin que le regard porte, il est devenu bien visible que la dette nationale est insoutenable, que la liberté est menacée et que la colère et les craintes des gens augmentent. Plus fondamentalement, il est maintenant clair que les promesses et panacées du gouvernement sont sans valeur. Le gouvernement a une fois de plus échoué et l'exigence d'un changement s'amplifie de jour en jour. Il suffit d'observer les violentes variations de majorité des partis au pouvoir.

Le seul résultat des promesses gouvernementales fut d'amener les gens par la tromperie à croire en un faux sens de sécurité. L'autosatisfaction et le manque de confiance ont produit un énorme aléa moral, conduisant un grand nombre de gens à des comportements dangereux. L'autonomie et la responsabilité individuelle ont été remplacées par des bandes organisées qui ont réussi à se faufiler par la ruse dans la position de maîtrise du système qui distribue la richesse pillée du pays.

L'alternative qui s'offre maintenant à nous est : de nouveaux pas vers l'autoritarisme ou un effort renouvelé pour promouvoir la cause de la liberté. Il n'y a pas de troisième option. Cet effort doit incorporer une compréhension plus moderne et plus sophistiquée de la merveille de l'économie de marché et en particulier de l'urgence morale et pratique de la réforme monétaire. La faute abyssale d'une administration qui sape le génie créateur d'esprits libres et la propriété privée doit être pleinement comprise.

Ce conflit entre pouvoir et liberté, amené au point d'ébullition par la plus grosse faillite de l'histoire, a généré les protestations de colère qui se sont produites spontanément dans le pays et le monde. Les producteurs se révoltent et les bénéficiaires des largesses sont furieux et agités.

La crise exige une révolution intellectuelle. Heureusement cette révolution est en marche et si on la cherche sérieusement, on peut la trouver. N'importe qui peut y participer. Nos idées sur la liberté ne se sont pas seulement développées au cours des siècles, elles font actuellement l'objet de débats espérés et une compréhension moderne, améliorée du concept est en vue. La Révolution est vivante et se porte bien.

L'idée de ce livre n'est pas de produire un plan pour l'avenir ni une défense complète d'un programme libéral. Ce que j'offre ici, ce sont des opinions sur une série de sujets controversés qui ont tendance à déconcerter les gens et qui sont éclairées par ma propre expérience et ma réflexion. Je n'offre pas de réponse finale mais plutôt des jalons pour réfléchir sérieusement à ces questions. Je ne m'attends certainement pas à ce que chaque lecteur soit d'accord avec mes opinions, mais j'espère vraiment pouvoir inspirer des pensées et des débats sérieux, fondamentaux et indépendants à leur sujet.

Par-dessus tout, le thème est la liberté. Le but est la liberté. Les produits de la liberté sont toutes les choses que nous aimons et dont aucune ne peut être fournie par l'État. Nous devons avoir la possibilité de nous les procurer par nous-mêmes en tant qu'individus, familles, en tant que société ou pays. C'est parti : de A à Z.

1° AIDE AUX PAYS ÉTRANGERS

Il fut un temps où les Républicains s'opposaient à toute aide aux pays étrangers. Ce temps est révolu, et le seul débat porte aujourd'hui sur les pays auxquels attribuer l'aide et pour quels montants. Il y a très peu de membres du Congrès qui, par principe, s'opposent à toute aide aux pays étrangers.

La croyance que l'aide aux pays étrangers est bénéfique à notre sécurité nationale conduit à des gaspillages de milliards de dollars, en encourageant une politique étrangère qui mène inévitablement à des conséquences imprévues, qui nous reviendront en pleine figure par effet boomerang.

On justifie l'aide aux pays étrangers de diverses raisons. Nous devons appuyer nos alliés et veiller à ce qu'ils restent puissants. Nous devons, pour des raisons humanitaires, aider les pays pauvres. C'est notre devoir. D'autres prétendent que nous sommes obligés de soutenir financièrement les pays qui nous autorisent à maintenir des bases militaires chez eux. Souvent, les entreprises et les universités exercent une forte pression en faveur de ces aides dans l'espoir d'obtenir des contrats de recherche ou de vendre certains produits dans le pays concerné.

Pour certains, toute aide étrangère est une forme d'affectation de crédits. Les citoyens américains sont taxés pour financer ces programmes d'assistance étrangers. Cela signifie que les fonds sont retirés des mains des citoyens, ainsi empêchés de décider comment leur argent doit être dépensé. Les décisions gouvernementales ou bureaucratiques de dépenses de capitaux se révèlent toujours inférieures en pertinence aux décisions de dépenses des entreprises privées et des personnes.

Mais le plus important à noter est que l'aide aux pays étrangers ne réussit jamais à atteindre son objectif déclaré d'aider les pauvres des autres nations. Les décisions concernant qui recevra l'argent sont d'ordre politique des deux côtés. Nos politiciens décident où ira l'argent et les politiciens des autres pays s'occupent de la manière dont il sera dépensé.

Dans les pays pauvres, l'aide alimentaire devient un outil pour se maintenir au pouvoir. Souvent, ceux qui en ont le plus besoin sont impliqués dans une guerre civile. L'aide devient littéralement une arme utilisée par une faction contre une autre. Cela

retarde souvent l'effort de paix nécessaire, en subventionnant un côté au détriment de l'autre.

Beaucoup d'importantes subventions d'aide sont régies strictement en fonction d'intérêts politiques particuliers, au prétexte que cela sert nos intérêts de sécurité nationale. Depuis les accords de Camp David sous Jimmy Carter, Israël a reçu plus de 100 milliards de dollars et l'Égypte a reçu plus de 50 milliards de dollars. Il est bien qu'ils aient cessé de s'entretuer, mais si la paix dépend des fonds affectés à ces deux pays, ce n'est pas une paix très stable ! Ces deux pays sont rendus plus dépendants de notre aide et moins enclins à s'occuper de leurs propres besoins. Qui sait, la paix aurait peut-être pu survenir, même sans notre argent.

L'aide étrangère est toujours assortie de conditions. Il est monnaie courante qu'il s'agisse d'acheter des armes aux États-Unis, et c'est l'une des principales raisons qui font des Républicains conservateurs des champions de l'aide étrangère. C'est bon pour notre complexe militaro-industriel et justifié parce que les bénéficiaires seront alors des alliés militaires fiables et bien armés. Trop souvent, cependant, les pays que nous avons subventionnés et armés deviennent nos ennemis et retournent leurs armes contre nous. Il y a énormément d'exemples de cela.

Non seulement les pays reçoivent une aide directe unilatérale de notre part, mais des centaines de milliards de dollars sont remis via des organisations multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres entités de l'Agence pour le développement international. Les prêts et les garanties de prêts sont fréquemment utilisés.

La Réserve fédérale est autorisée à conclure des accords secrets avec les gouvernements étrangers, les banques centrales étrangères et les institutions financières internationales. Comme un contrôle de ces accords n'a jamais été autorisé, il n'y a aucun moyen de savoir avec certitude si la Fed participe à une stratégie de politique étrangère. Mais en novembre 2010, la Fed a été contrainte de dévoiler des informations sur ses pratiques. Beaucoup de gens ont été choqués de découvrir qu'une grande partie de l'argent nouvellement créé allait aux plus grands acteurs de l'industrie bancaire et aux institutions étrangères. Personnellement, je n'ai pas été surpris. Je considère ces révélations comme une confirmation de ce que j'ai longtemps soupçonné.

Grâce à sa capacité d'accorder des prêts secrets et des garanties secrètes à d'autres pays, la Fed pourrait bien être beaucoup plus impliquée financièrement que le Congrès

quand il intervient via la procédure d'affectation parlementaire. Mais tout comme le Congrès exige des « renvois d'ascenseur » en échange des contributions fiscales, je suis sûr que la Fed s'attribue des faveurs en échange des fonds dévolus à la communauté financière.

Il n'y a rien de mal à l'aide étrangère en soi, par exemple quand les pays riches aident des pays pauvres affectés par une catastrophe naturelle. Mais cette aide doit être privée. Il y a alors beaucoup plus de chances que les fonds soient utilisés de façon constructive que s'il s'agissait de transferts gouvernementaux.

Le seul avantage à long terme qu'un pays puisse conférer à un autre pays appauvri par des politiques publiques socialistes, c'est l'exportation des idées de liberté, de libre marché, de monnaie saine, et des droits de propriété privée. Tout comme pour l'assistance matérielle, ces idées doivent être exportées de façon volontaire, et non par l'administration.

Trop souvent, notre aide financière est conditionnée au fait que les bénéficiaires dépensent l'argent pour l'éducation. Il n'est pas rare que cet effort ait des effets plutôt négatifs. Nous avons fait des efforts pour enseigner aux pays en développement comment mettre en place un système d'impôt sur le revenu semblable à celui de l'IRS, une banque centrale et d'autres programmes d'aide sociale. Le comble est atteint lorsque les néoconservateurs se consacrent à « répandre la bonté américaine » avec des bombes et des balles. Ils prétendent que nous avons l'obligation morale de répandre la démocratie dans le monde entier. Il ne s'agit généralement que d'un prétexte pour donner à leur violence une apparence plus humanitaire.

L'aide internationale aux pays étrangers est censée refléter le droit de chacun à vivre dignement, un objectif louable, mais irréalisable avec une approche autoritaire de la répartition des richesses par la fiscalité. Cette méthode ne procure aucun avantage qui vaille. Ce droit international à vivre dignement est l'extension de la « liberté de vivre à l'abri du besoin », une des quatre libertés présentées comme fondamentales par Franklin Delano Roosevelt. Mais le droit à la vie et à la liberté n'implique en aucune manière un droit à la propriété d'autrui au niveau national ou international.

Tant que le peuple américain acceptera l'idée que son argent, soutiré par la fiscalité et donné à d'autres personnes à l'étranger par nos politiciens, est d'une certaine façon bénéfique du point de vue de notre intérêt national, l'aide aux pays étrangers continuera. Quand les gens exigeront l'arrêt de ce processus en étant plus sélectifs

quant à leurs représentants, ou lorsque nous serons en faillite et ne pourrons plus nous permettre cette aide, cette politique prendra fin.

La complaisance actuelle vient de la culpabilité que les responsables gouvernementaux inculquent à la population, c'est ce qui permet ce transfert de richesse. Il est plus facile d'obtenir le soutien de l'électorat quand le pays est raisonnablement prospère. Beaucoup sont convaincus par l'argument voulant que l'aide américaine aux pays étrangers représente un petit montant – aujourd'hui 50 milliards de dollars par an – et que les riches paieront.

La vérité est que l'argent emprunté et l'enfllement de la masse monétaire pour payer le déficit créé par l'aide aux pays étrangers contribuent à faire porter le fardeau par les pauvres et par la classe moyenne. Malheureusement, les arguments humanitaires sont éloignés de toute réalité. L'aide aux pays étrangers peut être décrite comme le fait de prendre l'argent des pauvres d'un pays riche pour le donner aux riches et aux puissants d'un pays pauvre. En l'absence de tout contrôle, cela garantit que finiront par s'appauvrir autant les bailleurs de fonds que les pays bénéficiaires.

2° AVORTEMENT

Incidentement, dans les années 1960, lorsque l'avortement était encore illégal, j'ai été témoin, alors que je visitais un bloc opératoire en tant qu'interne en obstétrique/gynécologie, de l'avortement d'un fœtus qui pesait environ 900 grammes. Il fut placé dans un seau, pleurant et luttant pour respirer, et le personnel médical fit semblant de ne rien remarquer. Bientôt, les pleurs cessèrent. Cet événement atroce me força à réfléchir plus sérieusement à cette question importante.

Ce même jour, dans le bloc d'obstétrique, un accouchement anticipé eut lieu et l'enfant né n'était que légèrement plus grand que celui qui venait juste d'être avorté. Mais dans ce bloc, tout le monde faisait tout ce qui se pouvait envisager pour sauver la vie de cet enfant. Ma conclusion fut ce jour-là que nous dépassions les limites de la morale, choisissant au petit bonheur qui doit vivre et qui doit mourir. Il s'agissait de vies humaines. Il n'y avait pas de base morale cohérente à la valeur de la vie selon ces circonstances.

Certains croient qu'être pro-choix ('pro-choice', pour le 'choix des femmes') c'est être du côté de la liberté. Je n'ai jamais compris comment un acte de violence, tuer un être humain, même si un petit dans un endroit spécial, peut être dépeint comme un droit précieux. Ne parler que du coût pour la mère à porter un bébé à terme ignore toutes les pensées envers tous droits légaux de l'enfant à naître. Je crois que la conséquence morale de d'accepter l'avortement un peu trop vite diminue la valeur de toute vie.

Il est désormais communément admis qu'il existe un droit constitutionnel à l'avortement d'un fœtus humain. Bien évidemment, la Constitution ne dit rien sur l'avortement, le meurtre, l'homicide involontaire ou tout autre acte de violence. Il n'y a que quatre crimes évoqués dans la Constitution : la contrefaçon, la piraterie, la trahison, et l'esclavage.

Le droit pénal et le droit civil ont été délibérément laissés aux mains des États. C'est un bond immense de la part des tribunaux fédéraux que de définir l'avortement comme un droit constitutionnel et de dépasser les lois des États réglementant la procédure. À tout le moins, le pouvoir fédéral a la responsabilité de protéger la vie — et non de donner l'autorisation de la détruire. Si un État venait à légaliser l'infanticide, on pourrait le poursuivre pour non-maintien d'une forme républicaine de gouvernement, ce qui est exigé par la Constitution.

Si, pour l'intérêt de la discussion, nous ignorons les arguments juridiques pour ou contre l'avortement pour supposer qu'aucune loi ne l'interdit, des conséquences sociales fâcheuses seraient à prévoir. Il reste encore des questions morales profondes, sur le consentement, et des questions fondamentales sur l'origine de la vie et les droits des individus. Deux arguments s'opposent. Certains soutiennent que tout avortement après la conception devrait être illégal. D'autres avancent que la mère a un droit sur son corps et que personne ne devrait intervenir dans sa décision. Je suis fasciné que tant de personnes favorables au choix de la mère avec qui j'ai pu parler se soucient rarement de liberté de choix dans d'autres circonstances. Presque toutes les réglementations de l'administration fédérale pour nous protéger de nous-mêmes (les lois contre le tabagisme, l'interdiction des drogues, la ceinture de sécurité obligatoire, par exemple) sont vivement soutenues par la gauche qui exige le « choix ». Bien évidemment, pour les partisans du libre choix, le choix précieux en question est réservé à la mère, et non à l'enfant à naître.

Le fait est que le fœtus a des droits légaux — la transmission, un droit de ne pas être blessé ou avorté par traitement médical mal considéré, par violence, ou accident. Ignorer ces droits est arbitraire et n'accorde que des droits relatifs à un petit être humain vivant. La seule question qui devrait être débattue est d'ordre moral : si oui ou non un fœtus a un quelconque droit à la vie. Scientifiquement, il n'y a pas de débat quant au fait que le fœtus est vivant et humain — s'il n'est pas tué, il évoluera en un être humain adulte. C'est aussi simple que cela. Ainsi, l'instant à partir duquel nous considérons « humain » un fœtus est arbitraire après la conception, selon moi.

Il est intéressant de voir les plus fervents soutiens de l'avortement mal à l'aise quand on leur demande s'ils soutiennent le droit d'une mère à l'avortement durant le neuvième mois de grossesse. Invariablement, ils ne soutiennent pas un tel acte, mais chaque argument mis en avant pour l'avortement pendant le premier mois est applicable de même à une grossesse avancée. Pour la femme, c'est toujours son corps. C'est toujours son choix. Les circonstances ayant pu changer, une forte pression sociale pourrait bien la pousser à éviter la naissance d'une vie et à se démettre de ses obligations, même durant le troisième trimestre. C'est un dilemme pour les promoteurs du libre choix, et il convient de les contester quant au moment où la ligne doit être tracée. Un autre aspect de ce débat doit être résolu : si un médecin pratique un avortement dans le troisième trimestre de grossesse, pour une raison quelconque, d'importants frais sont payés et cela tout à fait légalement, du moins dans certains États. Si une adolescente paniquée, ne sachant peut-être même pas qu'elle est enceinte, accouche d'un enfant puis le tue, la police mettra force moyens pour la poursuivre

pour homicide. Qu'y a-t-il de si différent entre un fœtus une minute avant la naissance et un nouveau-né une minute après la naissance ? Biologiquement comme moralement, rien. Nous devons également répondre à la triste question de ce qu'il convient de faire d'un nouveau-né qui survit incidemment à un avortement. Cela arrive plus souvent qu'on pourrait croire. Des médecins ont été accusés de meurtre, puisque le bébé décédait après l'accouchement, mais cela ne semble guère juste. La vraie question est, comment un bébé humain peut-il se voir porter une valeur aussi relative ?

Sous l'ère de l'avortement, où près d'un million sont effectués chaque année aux États-Unis, la société envoie le signal que nous accordons une plus faible valeur aux petits et aux faibles. La plupart des jeunes choisissent l'avortement pour des raisons économiques ; ils considèrent qu'ils ne peuvent se permettre de porter un enfant et préfèrent attendre. Comment se fait-il que des considérations morales ne l'emportent pas sur ces peurs ? Pourquoi ces jeunes femmes ne considèrent-elles pas d'autres alternatives, comme l'adoption, plus sérieusement ? La société leur a enseigné qu'un fœtus-bébé non désiré n'a pas de droit à la vie, et donc pas de véritable valeur. Et avant tout, pourquoi tant de jeunes femmes prennent-elles autant le risque de devoir faire un tel choix ? L'accès à l'avortement, très probablement, modifie le comportement et augmente en fait le nombre de grossesses non désirées.

La différence ou l'absence de différence entre un bébé une minute après la naissance et un bébé une minute avant doit être quantifiée. Le Congrès comme les tribunaux sont incapables de le faire. C'est là une question fondamentale à résoudre par la société elle-même, sur la base des critères moraux qu'elle adopte. L'avortement est rarement une solution de long-terme. Une femme qui a avorté est plus susceptible de recommencer. C'est une solution plus aisée que de changer un comportement personnel longuement forgé. Mon point de vue est que le problème de l'avortement est davantage un problème social et moral qu'un problème juridique. Dans les années 1960, lorsque j'étais interne obstétricien-gynécologue, les avortements étaient réalisés en défi de la loi. La société avait changé et la majorité s'accordait pour que les lois fussent changées de même. La Cour Suprême, par son jugement *Roe vs Wade* de 1973, rattrapa les changements de valeurs de la société. Ainsi, si nous devions jamais avoir moins d'avortements, la société devrait changer à nouveau. La loi ne pourra pas arriver à cela. Cependant, cela ne signifie pas que les États ne devraient pas être autorisés à légiférer en matière d'avortement. Les tout débuts de grossesses et les victimes de viol peuvent être traités avec la pilule du lendemain, qui n'est rien d'autre qu'un moyen de contraception pris d'une manière spéciale. Quoi qu'il en soit, ces très jeunes

grossesses ne sauraient jamais être encadrées. De telles circonstances seraient gérées si chaque individu choisissait suivant sa propre morale. Lorsqu'un État en faillite prend plus en charge la prévoyance santé, le rationnement de la couverture par contrainte gouvernementale est inévitable. Choisir à la légère qui doit vivre et qui doit mourir peut paraître moralement répugnant, mais c'est ce qui nous attend dans un monde où les ressources sont rares et où comment elles seront utilisées est une décision d'ordre politique. L'administration fédérale restera très impliquée dans les affaires d'avortements, soit directement, soit indirectement, par leur financement.

Si je suis sûr d'une chose, c'est que l'administration fédérale ne devrait jamais taxer les citoyens contre l'avortement pour financer celui-ci. L'effort constant de la foule 'pour le choix' pour obtenir le financement de l'avortement doit compter parmi les choix politiques les plus stupides de tous temps, même de leur point de vue. Tout ce qu'ils réussissent, c'est de donner une excellente raison à toutes les forces favorables à la vie autant qu'aux opposants à l'impôt pour combattre contre eux. Une société qui tolère ouvertement l'avortement ouvre la voie à des attaques contre la liberté individuelle. Si la vie tout entière n'est pas précieuse, comment la liberté pourrait-elle être considérée comme une chose importante ? Il semble que si la vie peut être en partie sacrifiée, il devient difficile de défendre notre droit de choisir personnellement ce qui est le mieux pour nous. J'ai acquis la conviction que la résolution de la question de l'avortement est nécessaire à la défense d'une société libre.

La disponibilité et le recourt fréquent à l'avortement a provoqué chez bien des jeunes un changement de comportement. Sa légalisation et son acceptation générale n'ont pas eu une influence positive sur la société. Au contraire, il en a résulté un respect moindre tant pour la vie que pour la liberté. Étrangement, alors que mes positions morales sont semblables aux leurs, divers groupes contre l'avortement sont hostiles à ma position sur ce sujet. Car je crois également en la Constitution, et de ce fait, je considère qu'il est de la responsabilité des États d'empêcher la violence envers tout être humain. Je rejette le caractère national de cette question et m'oppose au jugement Roe vs Wade qui légalisa l'avortement dans les 50 États. Les lois que j'ai proposées limiteraient la juridiction de la Cour fédérale en matière d'avortement. Ce genre de mesure permettrait probablement l'interdiction de l'avortement au niveau des États quel que soit le trimestre de grossesse atteint. Cela ne mettra pas fin à tous les avortements. Seule une société véritablement morale peut y arriver.

Les adversaires de l'avortement opposés à mon approche sont moins respectueux de l'état de droit et de la Constitution. Au lieu d'admettre que ma position permet aux

États de réduire ou d'interdire l'avortement, ils prétendent qu'elle favorise la légalisation de l'avortement par les États. C'est être vraiment tordu. Exiger une solution nationale et seulement nationale, comme certains le font, donne du crédit au processus même qui a rendu les avortements si courants. En finir avec la légalisation nationale de l'avortement décidée par ordonnance de la Cour fédérale n'est ni une solution pragmatique au problème, ni un argument constitutionnellement valide.

Retirer cette compétence aux tribunaux fédéraux peut se faire via un vote majoritaire au Congrès et la signature du Président. C'est bien plus simple que d'attendre le retrait par la Cour Suprême de la décision Roe vs Wade ou un amendement constitutionnel. Je parie que les attaques calomnieuses de ces groupes sont plus destinées à discréditer l'ensemble de ma défense de la liberté et de la Constitution qu'à essayer réellement de résoudre la question de l'avortement. Ces mêmes groupes expriment d'ailleurs bien moins d'intérêt envers la vie lorsqu'il s'agit de combattre les guerres illégales et non déclarées du Moyen-Orient ou les guerres préventives (i.e. agressives) lancées pour raisons religieuses. Un paradoxe intéressant !

Ma position n'empêche pas d'essayer de faire nommer certains juges à la Cour Suprême, ou même d'avoir une définition constitutionnelle de la vie. Le retrait de la compétence des tribunaux fédéraux conduirait à moins d'avortements et bien plus tôt, mais cela n'empêcherait pas un effort national pour faire bouger la Cour Suprême ou changer la Constitution par amendement. Cela amène à se demander pourquoi la résistance envers une approche pratique et constitutionnelle de cette question est si forte.

Presque tout le monde sait que le serment d'Hippocrate inclut l'engagement à ne pas pratiquer l'avortement. Dans les années 1960, la plupart des facultés de médecine, au lieu de se positionner sur la question, ont simplement abandonné la tradition qui voulait que les diplômés récitassent le serment. Ma promotion, en 1961, n'a pas récité le serment à l'obtention du diplôme. Réalisez, le serment a survécu un tel nombre d'années, et fut abandonné juste avant l'arrivée de la culture de la drogue et la guerre contre le Vietnam, une époque où il aurait été éminemment nécessaire.

En 1988, quand mon fils Dr. Rand Paul obtint son diplôme, prêter serment était un acte volontaire lors d'une cérémonie formelle spéciale. Mais curieusement, le serment fut modifié pour exclure la disposition engageant à ne pas réaliser l'avortement. Aujourd'hui, tristement, des étudiants s'inscrivant à certaines facultés de médecine peuvent être contrôlés et rejetés ou du moins intimidés sur cette question.

Comme médecin libertarien favorable à la vie, mon conseil appuyé, indépendamment de ce qui est légal, va au personnel médical qui peut dire non à la participation à toute procédure ou processus qui pousse à la mort ou diminue le respect de la vie d'une quelconque façon. Laissons les avocats et les politiciens et les médecins mercenaires immoraux face à la mise en œuvre des lois réglementant la mort. Déréglementer le marché de l'adoption réduirait aussi sensiblement l'avortement. Cela aiderait les associations sans but lucratif à trouver des parents adoptifs, et leur permettrait de compenser les frais et coûts liés à la continuation de la grossesse à terme de la mère. De petits changements pourraient faire une grande différence dans ce cas.

Pour conclure, voici mon programme pour les médecins généralistes et le personnel médical attachés à la préservation de la vie :

- Ne pas réaliser d'avortements pour des raisons sociales ou comme solution de facilité.
- Ne pas participer à des euthanasies actives.
- Ne pas participer d'une quelconque façon — directement ou indirectement — à des actes de torture.
- Ne pas participer à des expérimentations humaines. Je ne fais pas référence à l'essai de nouveaux médicaments avec l'accord du patient. Je parle de notre longue histoire de participation militaire à l'expérimentation humaine. L'expérience de Tuskegee, dans laquelle des soldats noirs atteints de syphilis furent délibérément maltraités en est un exemple.
- Ne pas être impliqué dans les procédures étatiques d'exécution des criminels et n'approuver en aucune façon les méthodes utilisées pour la peine de mort.
- Ne pas participer aux programmes pilotés par l'administration dans lesquels l'offre de santé est rationnée et ce pour des raisons économiques ou sociales qui donnent une valeur relative à la vie.
- Ne pas apporter de soutien, ni politique, ni philosophique, aux guerres d'agression, qualifiée de guerres « préventives ».

3° ÉCOLE AUTRICHIENNE D'ÉCONOMIE

Je n'aurais jamais espéré que le terme d'« école autrichienne » ou d'« économie autrichienne » entre dans le vocabulaire de la politique ou des médias, mais depuis 2008 c'est le cas. Les journalistes utilisent cette expression en sachant dans une certaine mesure de quoi il s'agit, et s'attendent à ce qu'il en soit de même pour leurs lecteurs et leurs téléspectateurs. Cela m'enthousiasme, car j'étudie depuis longtemps la tradition de pensée autrichienne.

L'expression est souvent utilisée comme synonyme d'économie de marché libre. Je ne m'oppose pas à cette caractérisation, mais je la trouve trop imprécise. Il est possible d'apprécier le rôle des marchés sans embrasser réellement la tradition autrichienne, et il est possible d'apprendre de la tradition autrichienne sans adopter une position politique donnée. Quoi qu'il en soit, cette tradition a beaucoup à nous apprendre et elle va bien au-delà de la simple reconnaissance et de la défense de la libre entreprise.

Cette école de pensée est nommée d'après le pays d'origine de son fondateur moderne, Carl Menger (1840-1921), économiste à l'Université de Vienne, auquel on doit de grandes contributions à la théorie de la valeur. Il affirme que la valeur économique dépend de l'esprit humain seul et n'est pas quelque chose qui serait propre aux biens et aux services : la valeur change en fonction des besoins et des circonstances sociales. Nous avons besoin des marchés pour connaître les échelles de valeur des consommateurs et des producteurs : cela forme un système de prix fonctionnant dans un cadre de marché. Dans son œuvre, Menger ne faisait que revenir à une sagesse perdue bien comprise autrefois par Frédéric Bastiat (1801-1850), Jean-Baptiste Say (1767-1832), Turgot (1727-1781), et bien d'autres au cours de l'histoire. Mais l'histoire a besoin de gens comme Menger pour redécouvrir la sagesse oubliée.

Menger a construit en Autriche une nouvelle école de pensée, réunissant des penseurs comme Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914), Friedrich Hayek (1899-1992), Ludwig von Mises (1881-1973), Henry Hazlitt (1894-1993), Murray Rothbard (1926-1995), et Hans Sennholz (1922-2007). Il a donné essor à un grand nombre de philosophes, écrivains, analystes financiers, et bien d'autres aujourd'hui qui s'inspirent de cette tradition. L'École autrichienne promeut la propriété privée, les marchés libres, une monnaie saine, et de façon générale la société libérale. Elle fournit un moyen de considérer l'économie en prenant en compte le caractère imprévisible de l'action humaine (car absolument personne n'a une connaissance quantitative de l'avenir) et

le rôle énorme du choix humain dans le fonctionnement de l'économie (dans les marchés, les consommateurs motivent les décisions de production) ; elle explique comment cet ordre peut émerger du chaos apparent de l'action individuelle. En bref, l'École autrichienne érige la défense du système économique libéral la plus solide qu'on ait jamais vue. C'est pourquoi je parle souvent aux gens de l'École autrichienne plutôt que d'Adam Smith ou de l'École classique, et encore moins des autres écoles de pensée comme les écoles keynésiennes ou marxistes.

Les gens oublient souvent que les économistes ne sont pas de simples techniciens qui manipulent des chiffres. Ce sont des philosophes dans leur genre, des penseurs qui échaufaudent certaines hypothèses sur le fonctionnement de l'économie et sur la façon dont la société est constituée. L'École autrichienne était bien entrée dans les mœurs avant que la soi-disant révolution keynésienne des années 1930 ne balaie la sagesse ancienne. John Maynard Keynes renversa toute vérité, en prétendant que l'épargne n'était pas source d'investissement mais plutôt un frein économique. Il concevait les différents secteurs économiques (épargne, investissement, consommation, production, crédit) non comme intégrés au système des prix, mais comme un ensemble d'agrégats homogènes constamment en collision entre eux. Il s'imaginait que de « sages » planificateurs centraux pourraient en savoir plus que les acteurs irrationnels du marché, et pourraient corriger les déséquilibres macroéconomiques en manipulant les signaux de marché. La plupart du temps, il proposait l'expansion du crédit comme solution à tous les maux. Tout ce programme présuppose l'existence d'un État interventionniste avisé, impliqué dans la vie économique à tous les niveaux. La liberté était un sujet qui ne le concernait pas.

À l'époque où il écrivait son œuvre, le monde était tombé amoureux de l'idée d'une économie planifiée et d'une société planifiée ; il avait perdu son attachement à un idéal de liberté. Dès cette époque et jusqu'à nos jours, le système keynésien a tenu les commandes de l'économie. Mais aujourd'hui l'École autrichienne fait un retour massif dans de nombreux secteurs, y compris à l'université, et c'est en grande partie grâce au travail d'institutions privées comme l'Institut Ludwig von Mises qu'on a pu montrer que le paradigme autrichien rend meilleur compte du fonctionnement du monde que l'amas de sophismes qui caractérise le système keynésien.

Les idées sont capitales pour façonner la société. En fait, elles sont bien plus puissantes que les bombes, les armées ou les fusils, parce qu'elles peuvent se propager sans entrave. Elles sont derrière tous les choix que nous effectuons. Elles peuvent transformer le monde comme ne peuvent le faire les gouvernements et les armées.

Lutter pour la liberté avec des idées a beaucoup plus de sens pour moi que de se battre avec des armes, ou de lutter par la politique ou par l'exercice du pouvoir. Grâce aux idées, nous pouvons opérer de réels changements, de façon durable.

L'École autrichienne le pense également, car elle accorde une très grande valeur à la subjectivité en économie et à l'individu comme élément économique fondamental. Nous ne sommes pas des rouages au sein d'une machine macroéconomique ; les gens refuseront toujours d'être traités ainsi. L'économie devrait être aussi humaniste que l'éthique, l'art ou tout autre champ d'activité humain.

4° ENVIE

L'envie, la jalousie sociale, est une forme douloureuse de sensibilité au bien-être d'autrui. Elle est généralement associée au désir de mettre fin à ce bonheur par différents moyens. Aussi est-elle pire que la simple jalousie, qui consiste à désirer ce que possède autrui. La jalousie sociale, par dépit et par haine, cherche à déposséder autrui de ce qu'il a ; elle est motivée par un désir de destruction. C'est une émotion extrêmement nocive, qui ne peut procurer de bonheur personnel et qui cause forcément un préjudice à la société. Laisser libre cours à la jalousie sociale ne parvient qu'à satisfaire une sorte de soif à souhaiter du mal à autrui. Toutes les religions du monde condamnent cette pulsion. L'envie est l'un des sept péchés capitaux ; nous apprenons à nos enfants à ne pas la ressentir. Rien de bon ne peut en émaner.

Je soulève la question dans notre contexte politique, car la jalousie sociale est une des forces motrices de la politique de redistribution des États-Unis ; ce sentiment et cette motivation s'étalent tous les jours dans les éditoriaux des journaux. C'est le motif secret qui anime les attaques incessantes contre les riches chaque jour à Washington, ville dont la population comprend quelques-unes des personnes les plus aisées de tout le pays. Le sentiment à l'œuvre derrière les attaques contre les riches (ceux qui le sont devenus honnêtement), le sentiment que ces attaques cherchent à susciter au sein de la population, est la jalousie sociale.

On l'appelle parfois le monstre aux yeux verts¹. Beaucoup de traditions religieuses ont donné des charmes et des méthodes pour la conjurer. C'est parce que les envieux ne reculent devant rien pour atteindre leur but de nuire à ceux qui réussissent, même si ce faisant ils se nuisent à eux-mêmes. Les politiques motivées par la jalousie sociale, comme l'impôt sur le revenu à taux progressif ou l'impôt sur les successions, ne bénéficient pas à la société. Ils recueillent sans doute moins de fonds qu'avec une taxation qui serait faible et favorable à la production globale. Mais de telles politiques ne ratent pas leur but, qui est de nuire à ceux qui sont riches et qui ont du succès.

La pratique privée de la jalousie sociale a des conséquences dangereuses pour la société. Les gens ont peur de conduire une belle voiture ou de vivre dans une belle maison, parce que de tels comportements peuvent susciter des représailles. Il en est de

¹ Ce *Green-Eyed Monster* est une expression anglaise, issue probablement de l'Othello de Shakespeare : « Oh ! prenez garde, monseigneur, à la jalousie ! C'est le monstre aux yeux verts qui produit l'aliment dont il se nourrit ! » (acte III, scène 3).

même pour la politique mise en œuvre par l'État. Des politiques qui reposent sur la jalousie sociale découragent l'accumulation de richesse, punissent le succès, et conduisent les gens à se détourner de grandes ambitions. Les personnes qui auraient pu chercher à devenir riches y réfléchissent à deux fois, sachant très bien que la force de la loi les guette pour écraser leur succès.

La haine est toujours nocive pour l'âme, mais haïr une personne ou une catégorie de personnes parce qu'elles ont bien réussi est encore plus nocif. Et c'est précisément la finalité des politiques destinées uniquement à punir les gens qui gagnent de l'argent ou qui ont un niveau de vie élevé. Il en est ainsi depuis très longtemps. Cela me frappe comme une forme d'immoralité institutionnalisée. Dans des conditions idéales, notre législation devrait nous conduire à donner le meilleur de nous-mêmes, en faisant toujours appel aux plus hautes motivations de notre nature. Tandis que des politiques qui nuisent aux gens uniquement parce que ce sont des gagnants font appel à nos plus bas instincts.

Il est assez difficile pour les gens d'être confrontés au succès, surtout dans un contexte de marché où la rentabilité découle de qualités supérieures comme l'anticipation, la prudence ou le bon sens. Nous devrions apprendre à fêter le succès ou, comme le disaient les philosophes antiques, apprendre à nous inspirer du succès d'autrui. Nous devrions essayer de copier le succès, pas de le punir. C'est la façon de faire américaine, et c'est l'une des principales raisons de la richesse et du succès des citoyens de ce pays.

Il en est de même en politique internationale. Nous n'avons pas à être le numéro un ni à considérer chaque pays qui réussit (pensez à la Chine) comme une menace avec laquelle il faudrait s'affronter bec et ongles. Dans une véritable économie de marché, le gain ne s'effectue aux dépens de personne. Nous pouvons gagner tous ensemble, à condition de garder à distance le monstre aux yeux verts.

5° ENTENTE BIPARTITE

Les gens disent souvent que ce dont ce pays a besoin, c'est que les responsables à Washington cessent de se disputer et se contentent de faire leur travail. Pour cela, nous aurions besoin de plus d'entente bipartite. Je ne suis pas d'accord. Si deux partis défendent ensemble de mauvaises idées et collaborent, le résultat n'est pas une bonne politique mais une politique extrêmement mauvaise. Ce dont nous avons réellement besoin, ce sont des idées économiques et politiques justes, indépendamment du parti qui les défend.

Depuis plus de 100 ans, les vues dominantes qui ont influencé nos politiciens ont sapé les principes de liberté individuelle et de propriété privée. La tragédie est que ces mauvaises politiques bénéficient d'un fort soutien des deux partis. Il n'y a pas eu de réelle opposition à la croissance continue de la taille et des limites de l'administration. Les Démocrates sont largement et ouvertement en faveur d'une expansion de l'État, et si nous devons juger les Républicains à leurs actes et non à leurs discours, nous arriverions à peu près à la même conclusion en ce qui les concerne. Lorsque les idées des deux partis sont mauvaises, il n'y a qu'un espoir : qu'ils continuent à se battre et ne votent pas de nouvelles lois. Le blocage peut être l'ami de la liberté.

Certains avancent que ce que je dis ne peut être vrai puisque les Républicains combattent les Démocrates en permanence, et que malgré tout des lois sont votées. Exact, mais toutes les disputes, malgré la rhétorique, ne portent que sur l'identité de la faction qui contrôlera la distribution des avantages. La concurrence pour satisfaire divers intérêts particuliers est réelle. Mais lorsqu'il s'agit de différences significatives en politique étrangère, d'intervention économique, de la Réserve Fédérale, de la puissance de l'exécutif, ou de l'assistanat mêlé de corporatisme, les deux partis sont très semblables.

Les principaux débats et les courses à la présidence les plus « vivement disputées » sont surtout destinés à convaincre les gens qu'ils ont réellement un choix. Les Républicains ont été excellents pour développer l'État providence et accroître le déficit malgré leurs promesses de campagne. Les Démocrates restent les champions de l'aventure extérieure en dépit de leurs efforts pour se dépeindre comme le parti de la paix.

Nous avons eu beaucoup trop d'entente bipartite pour promouvoir un programme ignorant les contraintes constitutionnelles et les principes du marché. De nombreux

Républicains argumenteront qu'ils défendaient une position ferme contre la politique d'Obama d'extension de soins médicaux gérés par l'État. C'est vrai qu'ils l'ont fait, et cela a contribué à accréditer l'idée que les deux partis sont radicalement différents. Mais nous devons nous souvenir que lorsque les Républicains étaient aux affaires, il y a quelques années, le gouvernement augmentait déjà son intervention dans les soins médicaux, et de manière très semblable. La plus grande différence est que les Républicains ne l'ont pas affiché.

Les politiciens soi-disant modérés qui font des compromis et recherchent des politiques d'ententes bipartites sont les plus dangereux de tous. Le compromis est trop souvent synonyme de trahison, mais cela sonne bien mieux. Les hommes politiques honnêtes qui déclarent que leur objectif est une médecine totalement socialisée (ou l'éducation, etc.) rencontrent une résistance assez forte ; alors que les gens qui prônent la même chose mais la vendent comme une politique d'entente bipartite modérée se faufilent sans être remarqués. Ce sont eux qui détruisent nos libertés de manière incrémentale, au nom du compromis et de la civilité.

(...) Les modérés sont pour une raison ou une autre convaincus d'être les sauveurs du pays, nous délivrant des désaccords philosophiques. En réalité, les différences philosophiques sont saines car elles conduisent à la clarification de principes. Un réel progrès nécessite davantage de confrontation, de politique partisane et de discussions sérieuses et honnêtes sur l'exercice du pouvoir, sur l'économie et sur chaque secteur de la vie américaine. Il faut aussi des hommes politiques capables de défendre fermement leurs croyances et qui ne transigent pas sur leurs valeurs fondamentales. Il est triste de ne pouvoir attendre cela d'un politicien ! Nous devons retrouver une certaine compréhension de l'idée de liberté et de ce qu'elle implique. L'entente bipartite ne nous aidera pas dans ce processus, principalement parce qu'il y a trop peu de sujets qui soient bons pour le pays et sur lesquels les deux partis soient d'accord.

6° FISCALITÉ

« Les impôts sont le prix que nous payons pour la civilisation », affirme Oliver Wendell Holmes². Voilà une affirmation qui nous a coûté bien cher. La civilisation découle du développement économique, moral et social. La liberté en est une condition préalable. Les impôts et le pouvoir de taxation sont destructeurs de la civilisation et de tout progrès. Régir l'économie, dominer le monde et faire financer tout cela, sous la contrainte, par des individus productifs, est un viol du principe des droits naturels ; poussé à l'extrême, ce système détruit les moyens de production et la richesse du pays.

À la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle, les Américains ont été en grande partie épargnés par la fiscalité. Les recettes fiscales fédérales provenaient des droits de douane, une forme regrettable d'impôt indirect, mais qui n'attaquait pas directement les droits de propriété des citoyens. Le seizième amendement à la Constitution a changé cela. Une fois instauré l'impôt sur le revenu, toute la structure de la relation entre le gouvernement et le citoyen allait changer. Une philosophie différente était alors à l'œuvre, qui présumait que le gouvernement avait un droit sur les efforts productifs de chaque travailleur.

Bien que la taxation soit faible au début, la nature humaine est telle que les politiciens et les bénéficiaires des largesses étatiques font en sorte que les impôts augmentent inexorablement. La plupart des gens ne pensent qu'aux dommages causés par un impôt sur le revenu excessif, mais il y a beaucoup d'autres taxes : sur les ventes, sur la propriété, taxe scolaire, taxe au niveau du comté, de la ville, de l'État, droit d'accise et impôt sur les successions, tous prélèvent leur part.

Plus l'État prélève d'impôts, plus les besoins augmentent, car l'État est un plus mauvais gestionnaire que l'individu, et l'argent obtenu est toujours utilisé à mauvais escient. Tant que les gens croiront à cette absurdité que la fiscalité est une bénédiction, que s'y opposer signifie s'opposer à la civilisation, que c'est antipatriotique et moralement inacceptable, nous assisterons à un déclin continu de la civilisation. Les premiers patriotes américains comprenaient bien la nature destructrice de la fiscalité.

Les gens tolèrent les impôts un certain temps parce qu'ils disposent déjà d'une certaine richesse. Comme la charge fiscale s'accroît et que la productivité chute, les recettes

² Oliver Wendell Holmes Jr. (1841–1935), juge de la Cour suprême.

fiscales diminuent et la seule solution semble être d'augmenter les impôts. Si les gens ne tolèrent plus d'augmentation d'impôts, le gouvernement emprunte simplement et gonfle la masse monétaire, puis cette taxe qu'est l'inflation reprend son dû en portant les prix à un niveau plus élevé. L'ensemble du processus déstabilise le système politique et finit par devenir une menace pour le progrès et la civilisation.

L'idée qu'en contrepartie des impôts « payés » par les citoyens ces derniers peuvent bénéficier des avantages sociaux d'un État compassionnel, peut causer des dommages irréversibles à une société civilisée. Se reposer sur l'État pour prendre soin de soi-même diminue fortement la responsabilité personnelle. Les dépenses étatiques sont inappropriées et interfèrent, quant à l'allocation du capital, avec la sagacité du marché. Seuls en profitent les politiciens, les bureaucrates et les intérêts particuliers des bénéficiaires des programmes de dépenses étatiques. Le pays s'appauvrit et la colère monte.

Pendant longtemps, on a chanté les merveilles du financement de l'enseignement public par les contribuables, et de la gratuité de l'enseignement pour les masses. Le bilan qu'on peut en tirer est actuellement sérieusement remis en question, alors que de plus en plus d'Américains mettent leurs enfants dans des écoles privées et pratiquent l'instruction à domicile. Nos écoles publiques sont totalement inefficaces et très coûteuses. Les coûts sont répartis d'une manière qui inflige des dégâts économiques et cause un terrible gaspillage de ressources.

Le contrôle étatique sur les soins de santé financés par l'impôt n'a pas été un succès et pourtant les Américains exigent encore plus de la même chose. Pourtant augmenter les taxes ne donne pas un système médical plus moderne et plus civilisé.

Parfois, le succès partiel d'un programme financé par les contribuables procure un faux sentiment de sécurité. Mais nous devrions nous demander s'il n'y aurait pas une autre solution pour offrir le même service, sans passer par la taxation étatique ! Les dollars consacrés à des services publics tels que la santé ne disparaissent pas quand l'on diminue ou supprime les impôts : ils sont simplement dépensés ailleurs et de façon plus efficace, sans que des bureaucrates du public ou du privé s'interposent entre le médecin et les patients.

Beaucoup de gens oublient que la réglementation agit comme un impôt, et que celle-ci est pléthorique. Les gens croient que sans une réglementation étatique massive la

société irait à vau-l'eau et tomberait dans la barbarie. Mais un système qui ne repose pas sur une énorme bureaucratie et sur une fiscalité élevée n'est pas anarchique pour autant : les règles contractuelles, les droits de propriété, l'argent honnêtement gagné, les échanges volontaires ainsi que d'indispensables lois sur la faillite fournissent ordre et efficacité.

Pire encore que le préjudice économique causé par une fiscalité effrénée, la conséquence la plus barbare de ce pouvoir de taxation est le financement de guerres insensées et les cadeaux offerts au complexe militaro-industriel. L'usage de fonds issus d'un système taxatoire et inflationniste, et le déclenchement de guerres sans déclaration préalable, créent une situation dangereuse pour nous tous. Notre présence dans le monde entier (dans plus de 130 pays) ne pourrait se maintenir sans le pouvoir de taxer. Notre politique de guerre préventive tous azimuts rend le monde plus dangereux, ce qui constitue en soi une menace pour la civilisation.

La fiscalité nécessite la force et la menace de l'usage de la force. Cela signifie toujours une violation des libertés individuelles et de la Constitution. La liberté en souffre. Pourtant, plus il y a de liberté dans un pays, plus il devient productif et civilisé. La fiscalité fait obstacle à cela.

La philosophie de l'étatisme forcené entraîne un besoin accru en ressources. Plus étendu est l'État, plus il lui faut de ressources, ce qui menace la stabilité économique et politique.

La justification de l'étatisme et d'une fiscalité effrénée est de nature collectiviste. Un système de droits de propriété privée, de marché et de libre-échange, ainsi qu'un système monétaire solide, tout cela ne nécessite pas une fiscalité à niveau élevé. Une approche minimaliste de l'État et de la fiscalité ferait obstacle à la guerre à l'étranger et au gaspillage dans le pays.

Les groupes et les personnes qui plaident pour une fiscalité élevée et un État très étendu sont de ce fait même en contradiction avec la contrainte constitutionnelle sur les activités de l'État fédéral. Ils ne peuvent être en même temps les champions des libertés individuelles et promouvoir l'ingérence de l'État dans nos vies économiques et personnelles. Ceux qui défendent l'aventurisme militaire à l'étranger ne sont pas davantage crédibles quand ils parlent de liberté individuelle et d'équilibre budgétaire.

Une fois que les politiciens s'embarquent dans le militarisme ou dans l'assistanat, ce sont les dépenses qui deviennent un problème, plus important même que la levée des taxes qui serviront à payer les factures. Politiquement, il y a des limites au degré de taxation que les gens peuvent tolérer, mais l'appétit pour la dépense publique ne faiblit jamais. C'est pourquoi on continue à emprunter et à s'endetter, de façon exponentielle, jusqu'à ce que survienne l'inflation, qui est l'impôt qu'on payera ultérieurement. Si notre nation continue à croire que la civilisation doit reposer sur la fiscalité, que payer pour cela est judicieux et que c'est la seule solution, nous sommes condamnés. C'est très dommageable pour la cause de la liberté.

7° KEYNÉSISME

À travers le monde, les politiques économiques contemporaines ont été fortement influencées par la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », de John Maynard Keynes, publiée en 1936. Beaucoup pensent que Keynes a introduit la théorie d'une intervention étatique massive visant à renforcer l'économie. Ludwig von Mises, lui, fit remarquer que Keynes n'avait en fait avancé aucune idée nouvelle. Les prescriptions de Keynes pour sortir de la Grande Dépression des années 1930 existaient depuis fort longtemps, et en réalité ce sont ces idées qui nous ont plongés dans la Dépression. En 1936, elles avaient déjà fait beaucoup de mal aux États-Unis et à l'économie mondiale.

Mais quelque chose a changé avec la publication de la Théorie générale. Keynes a fourni aux gouvernements du monde entier des arguments d'apparence scientifique pour accomplir ce qu'ils voulaient réaliser de toute façon. Devenue la théorie économique officielle du monde entier, l'interventionnisme étatique a été bien accueilli par tous les politiciens, si l'on excepte les interventionnistes les plus radicaux qui prônent le socialisme pur et simple, le communisme ou le fascisme. Effectivement, cela fait des millénaires qu'on connaît l'inflation, le contrôle des prix, et les contrôles gouvernementaux.

Mises expliquait le succès de Keynes par le fait que ceux qui pratiquaient déjà l'interventionnisme en économie ont cru que Keynes leur fournissait une explication « scientifique » pour faire ce qu'ils faisaient déjà.

Nos dirigeants économiques et politiques ont tenu à supprimer les restrictions à la croissance de l'appareil d'État que les marchés libres et l'étalon-or leur avaient imposées. Ils ont été encouragés dans leurs efforts par cette justification « scientifique » qui venait soutenir leur volonté de faire gérer par l'administration tous les secteurs de l'économie. L'état désastreux de l'économie dans les années 1930 alimentait une peur suffisante pour intimider les gens et leur faire accepter les promesses des partisans du New Deal, tout en les aveuglant sur les atteintes infligées à leurs libertés.

Franklin Roosevelt pratiquait en fait la psychologie inversée pour apprendre aux Américains à craindre la « peur » elle-même ; il a tout mis en œuvre pour générer davantage de peur. Les économistes de libre marché de l'École autrichienne avaient déjà expliqué le cycle d'expansion et de récession et prédit l'apparition de la

dépression ; par conséquent, il fallait les discréditer pour instaurer une ère d'assistanat, de politiques inflationnistes et de bellicisme.

Le plus triste est que les keynésiens ont remporté la victoire au plan des arguments intellectuels et politiques, même si le système qu'ils ont conçu est voué à l'échec et avait déjà été mis en œuvre auparavant à de nombreuses reprises.

La bonne nouvelle est que tous les défauts et toutes les erreurs d'une économie gérée de façon centralisée sont en train de devenir patents, même s'il a fallu pour cela une correction remarquablement douloureuse. Bien que Washington n'ait pas encore saisi la réalité de l'échec des politiques économiques des quatre-vingts dernières années, le peuple américain à la base a une opinion bien différente. Beaucoup avaient espéré que l'échec en 1989-1990 de l'interventionnisme économique radical, tel que pratiqué par les communistes chinois et soviétiques, ouvrirait la voie à une ère de libre marché et de liberté individuelle. Cela ne s'est pas produit, et à la place nous avons dans le monde entier un soutien plus important en faveur des politiques keynésiennes, politiques qui perpétuent la théorie selon laquelle la planification économique centrale est nécessaire pour soutenir la croissance économique. On a pensé qu'il suffisait de supprimer le militarisme lié au communisme et au national-socialisme (ou au fascisme) pour que le peuple accepte la planification économique.

L'incapacité à reconnaître les lacunes du commerce réglementé, des politiques inflationnistes et de la gestion macroéconomique, et l'incapacité à reconnaître le danger d'avoir un pouvoir qui s'érige en protecteur en dernier recours de toutes les activités économiques, ont permis le développement d'une bulle économique beaucoup plus grande. Cette bulle économique mondiale qui vit ses derniers instants doit être comprise si l'on veut réfuter les idées fausses qui ont conduit à sa création.

Que les secteurs publics et privés dépensent de l'argent emprunté n'est pas la panacée que prétendent les keynésiens. Dépenser de l'argent dans des plans de sauvetage, soutenir de mauvais investissements, emprunter et gonfler la masse monétaire, tout cela ne peut produire une croissance économique saine. La dette finit par consommer la richesse fictive construite sur le sable, richesse qui faisait croire fallacieusement aux hommes politiques, à l'homme de la rue et à l'homme du monde des affaires, qu'ils assistaient à une croissance économique réelle. L'emprunt public et la dépense publique ne constituent pas la solution, mais le problème. La production et l'épargne sont les sources d'une croissance économique saine ; c'est là une politique que les keynésiens contestent de façon inconsidérée.

Mettre l'accent sur la dépense et sur l'emprunt sous-entend que les problèmes liés à l'emprunt, à l'inflation, et aux causes du cycle économique n'ont pas besoin d'être traités. Le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, comme tous les présidents de la Réserve fédérale, reproche fréquemment au Congrès américain de faire du déficit budgétaire, mais en même temps il affirme que les déficits sont justifiés en période de récession et de guerre, deux choses qui tendent à s'éterniser.

Toutes ces clameurs et cette esbroufe contre les déficits détournent l'attention des gens de la question de savoir si la Fed a une quelconque idée des taux d'intérêt et de la masse monétaire qui seraient nécessaires pour générer une croissance économique saine. Le fait est que, sans une Réserve fédérale pour traiter le déficit budgétaire par l'inflation monétaire, on ne pourrait pratiquement pas avoir de déficits importants. Bien que de nombreux économistes du courant majoritaire admettent maintenant que les taux d'intérêt ont été maintenus trop bas trop longtemps entre 2000 et 2008, ils croient néanmoins qu'avoir des taux d'intérêt encore plus bas, et ceci indéfiniment, est la réponse keynésienne à une récession créée en fait par l'idéologie keynésienne !

Pendant un certain temps, de façon temporaire, la politique d'inflation monétaire en période de récession peut soutenir le gonflement de la bulle. De 1971 à 2000, cela a marché dans une certaine mesure à différentes périodes, mais sur les dix dernières années la dépense et la création de monnaie n'ont pas redynamisé une économie en cours de ralentissement. L'idée qu'on peut s'enrichir sans effort productif est un mythe keynésien. C'est ce mythe qui trompe la Fed en lui faisant croire qu'elle peut créer du capital en un clic d'ordinateur et qu'elle peut rejeter l'idée que le véritable capital ne peut venir que de la production et de l'épargne.

Ce mythe perpétue l'idée que l'administration et les citoyens peuvent vivre au-delà de leurs moyens sans jamais être forcés de vivre en dessous de leurs moyens. La dépendance aux programmes de relance gouvernementaux, payés avec l'argent des déficits et de la création monétaire, devient une toxicomanie économique. Plus la dépendance durera, plus grande devra être la dose requise pour soulager temporairement les symptômes indésirables de la nécessaire correction.

Les politiciens sont incapables de relayer les signes avant-coureurs qui précèdent un arrêt ou même une pause dans les politiques de dépense à outrance, d'emprunt, et d'inflation monétaire. Le message que les marchés envoient aujourd'hui, c'est que l'ère de la planification économique centrale d'inspiration keynésienne est terminée.

La crise de 2008 et ses conséquences ont constitué un événement mondial, du fait que le monde a accepté le dollar comme monnaie de réserve et que toutes les économies sont liées à sa valeur et donc à l'état de notre économie ; le maintien d'une hégémonie mondiale permet également de soutenir le dollar. L'échec du keynésianisme est lié à la croyance qu'en économie la planification centrale est réalisable, que les dépenses sont la panacée, que l'emprunt est illimité, que les déficits n'ont pas d'importance, et que les gouvernements peuvent résoudre tous nos problèmes. Tout ce qu'on a à faire est d'écouter les Paul Krugman du moment. C'est pour moi incroyable, mais apparemment cet homme croit réellement aux idées qu'il avance. Il a tout gobé du keynésianisme sans aucun discernement.

Pour rejeter les promesses en l'air du keynésianisme, il faudrait rejeter les objectifs autoritaires d'assistanat et de bellicisme à peu de frais. Mais c'est trop demander à l'heure actuelle. Cela ne se produira pas de façon délibérée chez les keynésiens, mais c'est l'effondrement économique qui y mettra fin. En fin de compte, la seule issue consiste à rejeter carrément toute théorie économique keynésienne et à la remplacer par une approche plus moderne du rôle du gouvernement, qui devrait reposer sur l'argent honnête.

Les dernières phases du système économique et monétaire actuel, qui repose depuis 1971 sur une monnaie dollar imposée par l'État, sont chaque jour de plus en plus apparentes. Les Américains ordinaires ont plusieurs longueurs d'avance sur les dirigeants politiques de Washington. Les Américains moyens sont très conscients de la gravité de nos problèmes et rien ne les fait plus rire que les vieilles lunes que sont l'accroissement des dépenses publiques, les projets gouvernementaux, et la prétention de leurs représentants à leur faire des cadeaux. Quelque chose d'important est actuellement en germe dans notre système politique.

Pourtant, il y a beaucoup de dissensions sur ce qu'il faudrait faire. Se mettre d'accord sur une solution pour chaque problème que nous rencontrons est moins important que de se mettre d'accord sur le principe moral qui définit le rôle du gouvernement dans une société libre. Il reste un nombre important de personnes à Washington dont l'objectif est de nationaliser toute l'économie. Mais ce n'est certainement pas le socialisme que réclament les Américains en colère, maintenant réunis en grand nombre afin d'influer sur le processus politique.

Accepter le principe du libre marché, de l'argent sain et de la propriété privée, reconnaître que l'État-providence et l'État belliciste sont incompatibles avec notre Constitution, tout cela contribuerait beaucoup à la résolution de notre crise

économique. Il faudrait pour cela déboulonner toutes les fausses prémisses économiques keynésiennes et comprendre l'importance du rôle de la banque centrale qui vient faciliter la tâche de l'autoritarisme étatique.

Beaucoup de gens croient que le pouvoir peut leur offrir un filet de protection sociale qui soit à toute épreuve, mais il s'agit là d'une illusion politique qui a fait croire à des millions de personnes qu'elles seraient prises en charge en toute circonstance. Il est maintenant évident que toutes les promesses du pouvoir sont suspectes, et des millions d'Américains se rendent compte qu'ils feraient mieux de prendre en main leur avenir et de ne pas dépendre aveuglément des promesses du gouvernement fédéral.

Nous avons pendant des années dissimulé les nombreuses erreurs causées par de fausses promesses et par une économie biaisée par la dépense et des taux d'intérêt artificiellement bas. Malheureusement, la réalité de notre appauvrissement apparaît de plus en plus chaque jour. Voici quelques-unes de ces idées fausses à l'origine de grandes difficultés pour le citoyen américain moyen :

- Tout le monde peut posséder sa propre résidence grâce à un crédit « subprime » et à une aide étatique au logement.
- L'assurance chômage peut indéfiniment fournir un revenu à ceux qui sont sans emploi.
- L'enseignement est gratuit.
- Les soins médicaux constituent un droit.
- Les dépôts bancaires sont en sécurité (mais qu'en est-il de la valeur de cet argent ?) parce que la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation) et les prêts assurés seront toujours là pour protéger les déposants en garantissant les dépôts bancaires.
- Le « capital » est illimité parce qu'il est fourni par la Réserve fédérale, et qu'il ne nécessite pas d'épargne préalable.
- Le gouvernement peut fournir des assurances (assurance contre l'inondation, assurance hypothécaire, assurance-santé) à des taux inférieurs à ceux du marché – on oublie qu'une fois que l'État offre ce service, il ne s'agit plus d'assurance, mais plutôt d'une prestation sociale.
- Le PIB peut être augmenté par la dépense publique issue de l'emprunt ou de la création monétaire.
- Les déficits sont bons, il n'y a aucune inquiétude à avoir.
- La « Plunge Protection Team » (Équipe de protection contre les plongeurs), groupe de travail présidentiel sur les marchés financiers, peut empêcher un

krach boursier. Elle est conçue pour soutenir Wall Street et soutenir les investissements (ce groupe de travail présidentiel a été mis en place par Ronald Reagan en 1987 par décret pour remédier aux corrections rapides du marché).

- Les réglementations étatiques rendent les marchés plus sûrs (la SEC, la loi Sarbanes-Oxley, de nouvelles réformes comme celle de la législation Dodd-Frank) même si elles ne font qu'ajouter davantage d'aléa moral et augmenter les coûts, avec un impact sur les prix à la consommation.
- Le forage pétrolier et l'exploitation minière de la houille sont sans danger parce que l'État accorde des permis et des baux et inspecte les opérations, retirant cette responsabilité aux entreprises et aux employés.
- L'État est capable de gérer le domaine public et les ressources naturelles.
- L'OSHA (Occupational Safety and Health Administration) assure la sécurité des travailleurs, et l'EPA (Environmental Protection Agency) protège notre environnement sans qu'on ait à se soucier des coûts générés.
- Les programmes sociaux aident les pauvres, mais l'aide aux entreprises et l'aide aux pays étrangers engendrent des bénéfices beaucoup plus importants.
- On ignore le fait que les pauvres souffrent les premiers du ralentissement économique, avec la perte de leur logement, de leur emploi et de leur niveau de vie.
- La sécurité sociale branche retraite sera toujours là (jusqu'à ce que les baby-boomers prennent leur retraite et que le dollar perde sa valeur).
- Les impôts sont une bonne chose s'ils sont levés dans un but de « justice ».
- La DEA (Drug Enforcement Administration), la FDA (Food and Drug Administration) et l'Agence de protection du consommateur assurent la sécurité des citoyens.
- L'homologation garantit la qualité et protège les consommateurs et les patients.
- Seul l'État est capable de gérer l' » industrie » autoroutière, cependant plus de 3000 personnes meurent chaque mois dans des accidents.

L'enthousiasme des politiciens de Washington à l'égard de la gestion étatique n'est pas le fait d'un seul parti. La plupart des conservateurs du Congrès ne se considèrent pas comme des partisans de l'économie keynésienne. Mais en réalité, la plupart sont d'ardents défenseurs d'un type spécial de keynésianisme « militaire », tout en restant critiques à l'égard des politiques keynésiennes progressistes de taxation, de dépense et de réglementation de l'économie nationale. Il s'agit d'un autre type de mesures de relance : on dépense de l'argent dans le complexe militaro-industriel plutôt que dans des secteurs purement domestiques, comme les écoles ou les infrastructures.

La plupart des conservateurs, ainsi que de nombreux progressistes et modérés, soutiennent le militarisme et l'occupation de pays étrangers, ce qui leur permet commodément de croire que les dépenses militaires constituent une politique d'emploi « patriotique ». Ils veulent protéger la liberté et créer des emplois – une excellente politique, surtout quand les emplois sont localisés dans leurs circonscriptions parlementaires.

Pensez aux clichés que les conservateurs utilisent pour mettre en avant leur propre forme d'étatisme. Ils disent qu'ils veulent protéger notre pétrole, remodeler le Moyen-Orient, rendre le monde « sûr pour la démocratie » [expression de Woodrow Wilson en 1917 avant l'entrée en guerre des États-Unis], se débarrasser des méchants, mener des guerres froides et des guerres chaudes, mener une guerre globale contre le terrorisme, donner un coup d'arrêt à l'islam radical, mettre fin au danger supposé que pose la Corée du Nord, tout cela en condamnant l'étatisme. Incidemment, ces programmes servent avant tout à créer des emplois dans leurs propres circonscriptions.

J'entends constamment l'argument de la création d'emploi comme justification aux dépenses militaires. Les principaux systèmes d'armements sont construits dans différents États, mais les circonscriptions parlementaires recueillent les votes nécessaires pour fabriquer même des armements qui ne servent en rien notre sécurité. Au contraire, la puissance militaire contribue à notre insécurité économique.

Le keynésianisme militaire soutenu par les conservateurs et les progressistes conduit à dépenser l'argent du contribuable à hauteur de montants indécents, qui dépassent maintenant les dépenses militaires de toutes les autres nations réunies. Et les politiciens en sont très fiers. Ils peuvent se vanter de leur « conservatisme », alors qu'ils dépensent comme jamais auparavant. La menace qu'un pays envahisse les États-Unis est strictement nulle, et pourtant nous ne cessons de dépenser massivement en armement. La culture militaire a fait de notre pays le plus gros marchand d'armes au monde, et le plus gros de toute l'histoire.

Détenir autant d'armement, en particulier de nature offensive, ne fait qu'encourager une politique de « guerre préventive » profondément viciée et immorale, « guerre préventive » n'étant qu'une expression pour dire « agression ». Depuis la Seconde Guerre mondiale, dans la plupart des conflits dans le monde, des armements d'origine américaine ont été utilisés des deux côtés, et souvent contre nous.

Le keynésianisme militaire est tout aussi nocif que le keynésianisme domestique. Certes, un certain nombre d'emplois sont créés pour fabriquer des bombes et des missiles, mais seulement au détriment d'autres emplois où le capital serait utilisé de façon plus productive. Fabriquer et faire exploser des missiles et des bombes ne peut augmenter le niveau de vie des citoyens américains ; c'est antiéconomique : cela crée davantage de dettes et aucun avantage pour le citoyen.

Les destructions causées par notre armement requièrent toujours que le contribuable américain paie pour la reconstruction des infrastructures détruites dans les pays que nous occupons. Nous ne pouvons pas nous enrichir avec ce système, mais seulement nous appauvrir, ce que nous sommes en train de découvrir.

Le keynésianisme militaire invite à des politiques mercantilistes. Souvent, nos armées sont à la remorque des investissements entrepreneuriaux partout dans le monde, et c'est ainsi depuis plus d'une centaine d'années. Le général Smedley Butler explique de façon radicale, dans son livre « La guerre est un racket », comment pendant trente-trois ans on l'a dupé en l'obligeant à servir les intérêts des entreprises américaines. Il est bien connu que beaucoup de gens croient que nous sommes au Moyen-Orient pour protéger « notre » pétrole. Lorsque la guerre du Golfe a éclaté, le président Bush a déclaré qu'il nous fallait chasser les Irakiens du Koweït pour protéger « notre » pétrole et les emplois américains.

Il y a quelque chose dans le keynésianisme militaire que je déteste plus encore qu'avec le keynésianisme économique domestique. Trop souvent, je l'ai constaté, l'ambition des conservateurs de poser des limites au pouvoir est rendue caduque par cet attachement idéologique à la dépense militaire sans limite. Il en est ainsi depuis des décennies. C'est précisément cette attitude de soutien inconditionnel des conservateurs à la dépense militaire qui a fait dérailler la soi-disant révolution reaganienne. Même sous gouvernement démocrate, les républicains craignent de trop réduire les dépenses domestiques ; ils s'inquiètent des représailles politiques qui pourraient toucher en retour les dépenses militaires, chose qu'ils ne supporteraient pas.

Le keynésianisme militaire est justifié par la politique étrangère d'occupation, de construction de nation et de guerre préventive. Des innocents meurent, la propriété est détruite, et le monde est rendu plus dangereux. Accumuler les déficits en dépenses d'aide sociale dans notre pays ne rend certes pas notre économie plus forte, et n'est en rien bénéfique aux pauvres à long terme, mais au moins cela ne repose pas sur la promotion de la violence pour des raisons diverses et variées, ni sur un risque

d'escalade de ces petits conflits que les autorités planifient continuellement à l'étranger.

8° PEINE CAPITALE

Ceux qui croient en la toute-puissance du pouvoir militaire de l'État sont aussi des partisans enthousiastes de la peine de mort. Je trouve cela étrange : ceux qui défendent le mieux les droits des enfants à naître sont généralement les partisans les plus chauds de la peine de mort et des guerres préventives, c'est-à-dire agressives ; et paradoxalement, ceux qui estiment que la peine de mort est une atteinte au droit à la vie sont souvent les partisans les plus fervents de l'avortement.

Je reconnais sans nul doute qu'il y a une différence entre protéger la vie d'un parfait innocent, un enfant à naître, et protéger celle d'une personne généralement reconnue coupable d'un crime horrible, comme d'un assassinat ou d'un viol. La différence d'opinion correspond généralement à la ligne de partage entre conservateurs et progressistes.

Sur ce sujet mes opinions ont changé au cours des dernières années, surtout depuis mon élection au Congrès. Il fut un temps où j'affirmais simplement mon soutien à la peine de mort. À présent, mes opinions ne sont pas aussi nettement définies. Je ne soutiens pas la peine de mort au niveau fédéral, mais je ne puis constitutionnellement, en tant que dirigeant fédéral, interférer envers les différents États qui l'appliquent.

Après toutes ces années passées à Washington, je suis devenu plus conscient que jamais de l'incompétence de l'État en ce domaine et de sa propension à l'erreur. Je ne lui fais plus confiance pour requérir et exécuter la peine de mort de façon inconditionnelle. Beaucoup trop de condamnations, et pas forcément au niveau fédéral, se sont avérées être des erreurs judiciaires, et on s'en est aperçu seulement après avoir gardé en prison pendant des années des innocents, qu'on a libérés ensuite sur la base de preuves ADN.

Quelqu'un qui est riche, quand il est coupable, est rarement reconnu comme tel et ne finit pas condamné à mort. On croit généralement O. J. Simpson coupable de meurtre, mais il a échappé à la sanction. Cela conduit à une situation où des innocents qui n'ont pas assez de moyens sont susceptibles d'encourir la peine de mort tandis que de riches coupables s'en tirent à bon compte avec l'assistance de bons avocats.

De mon point de vue, il serait beaucoup plus simple de supprimer la peine capitale et d'incarcérer le coupable à vie – au cas où de nouvelles preuves montrent ensuite qu'il

y a eu erreur judiciaire. L'incarcération coûterait probablement moins cher que des recours en grâce qui traînent non pas quelques années, mais plusieurs décennies.

Il ne s'agit pas seulement des erreurs de l'État : il s'agit du pouvoir qu'il détient. Si l'État peut tuer légalement, il peut commettre à peu près n'importe quel autre acte d'une gravité comparable. Je ne crois plus qu'on devrait faire confiance à l'État et lui confier ce pouvoir. Tout pouvoir est susceptible d'abus, et l'État a tendance à avoir la main lourde contre ses propres ennemis.

Cela ne veut pas dire que certains condamnés ne soient pas vraiment coupables et ne méritent pas la peine de mort, une peine qu'ils auraient aussi bien pu subir sur le champ lors d'une agression lourde chez un particulier en état de légitime défense.

Ce ne sont pas seulement l'ineptie de l'État, les erreurs qu'il est capable de commettre, la condamnation d'innocents, le sentiment de puissance que les juges peuvent ressentir à user de la peine de mort, l'avantage des riches sur les pauvres, qui ont influencé mon changement d'opinion. Un autre facteur est l'effet abrutissant que la peine de mort a sur le bourreau, c'est-à-dire sur la société elle-même. Elle contribue à déshumaniser la société et à banaliser l'idée que la vie n'a qu'une valeur relative. Les gens comprennent cela et pour la plupart refusent d'y adhérer, sauf peut-être par goût de vengeance.

Pourquoi les exécutions sont-elles réalisées de manière aseptisée et douce, comme si ce n'était qu'un acte médical banal ? Est-ce que le public accepterait une exécution par décapitation diffusée à la télévision ? Certainement pas. Tuer de manière délibérée, et non par légitime défense immédiate, est quelque chose qui heureusement choque la plupart des gens. Si les individus ne veulent pas regarder cela ni y participer, cela indique bien que c'est quelque chose de barbare.

Même la mort donnée par nos soldats, bien qu'ils aient été conditionnés à tuer, entraîne chez eux d'importantes séquelles psychologiques et des troubles mentaux – pire encore lorsque les personnes tuées sont des innocents passés au compte des dommages collatéraux. C'est clairement tragique et cela indique que tuer a des conséquences, même sur les vivants.

La peine de mort a vraiment un effet sur la société qui l'applique. Plus une société est civilisée, plus il y a de chances qu'elle ne pratique pas la peine de mort de façon routinière ou inconsidérée. Plus un gouvernement est autoritaire, plus il procède à un grand nombre d'exécutions.

Ceux qui soutiennent activement le droit à la vie de l'enfant à naître devraient y trouver un encouragement à revoir leur soutien inconditionnel à la peine de mort et leur soutien militant aux guerres d'agression.

Les fondateurs de ce pays, je pense, étaient en faveur de la peine de mort, bien que la façon dont la Constitution a été rédigée délègue cette décision aux États. Ils n'ont indiqué que trois crimes fédéraux dans la Constitution : la contrefaçon, la trahison et la piraterie ; ensuite on y a ajouté l'esclavage, y compris la servitude forcée, par le treizième amendement. Dans la loi sur la monnaie de 1792, la peine de mort pour contrefaçon de la monnaie a été introduite. Ce n'est pas là une application inattendue du pouvoir de vie et de mort que s'arrogé l'État, trop souvent il l'utilise non contre de vrais criminels, mais plutôt contre ses ennemis.

Prenons le cas de Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks. Après avoir diffusé des documents diplomatiques secrets, les longs couteaux ont été tirés. Bill O'Reilly a déclaré qu'Assange était un traître et « devait être exécuté ». Sarah Palin a dit qu'il devrait être pris comme cible « comme les talibans ». Ralph Peters de Fox News a dit : « Je voudrais exécuter les auteurs de fuites ». Mike Huckabee a déclaré : « Je pense que toute peine autre que l'exécution serait trop douce ». Glenn Beck a dit qu'Assange devrait être exécuté. G. Gordon Liddy a dit qu'il devrait être mis sur la liste des personnes à abattre.

En fin de compte, Assange n'est qu'une personne munie d'un ordinateur portable qui n'a fait que publier la vérité, des informations certes gênantes pour beaucoup de gens, mais qui n'ont nui à personne. Et c'est lui que beaucoup voudraient soumettre à la peine de mort ? L'État utilise toujours son pouvoir pour punir ses propres ennemis, mais ses ennemis ne sont pas nécessairement les nôtres.

De plus, on voit là à l'œuvre une terrible hypocrisie. L'État est-il vraiment l'institution la plus apte à se porter juge en la matière ? Qu'est-ce que cela donnerait si l'on devait punir de mort tous les fonctionnaires de Washington coupables de fausser notre monnaie ou de nous imposer des sanctions anticonstitutionnelles à travers la fiscalité ? Cela ne serait pas beau à voir ! Il vaut mieux changer notre système plutôt que de considérer comme des traîtres et de vouloir exécuter des personnes comme Assange ou d'autres chercheurs de vérité.

Bien que les États aient chacun un pouvoir discrétionnaire pour punir ceux qui commettent des crimes violents, au niveau national la position en faveur du droit à la vie, pour être cohérente, devrait s'attacher à protéger l'enfant à naître, à s'opposer à

l'avortement, à rejeter la peine de mort, et à combattre fermement notre politique étrangère actuelle, celle d'un empire qui a besoin de guerres d'agression impliquant la mort de milliers d'innocents. Nous nous en porterions tous mieux, et on aurait plus de chances d'aboutir ainsi à une société qui se consacre à la paix, au développement de la vie humaine et à la prospérité.

9° POLITIQUE MONÉTAIRE

J'ai déjà écrit en détail³ sur les inconvénients et les graves dangers liés à une banque centrale échappant à tout contrôle - la Réserve fédérale - mais l'argument doit être repris dans toutes les discussions de politique publique. Tous les discours sur les dangers de l'omniprésence de l'État et sur la perte de nos libertés ne servent à rien si on ne tient pas compte de l'impact négatif causé par ceux qui sont chargés de gérer la monnaie. Si on évite ce sujet, volontairement ou non, on sert alors les intérêts de ceux qui soutiennent l'expansion de l'assistanat social, et on favorise indirectement le financement de guerres iniques et impopulaires.

Le problème est facile à résumer. La monnaie reposait autrefois sur une marchandise rare comme l'or ou l'argent. Elle ne pouvait pas être fabriquée par le pouvoir. À la fin des XVIIIe et XIXe siècles, il y eut de nombreux débats autour de la « First Bank » [fondée par le Congrès en 1791] et de la « Second Bank » [fondée en 1816]. En 1913, le Congrès a créé la Réserve fédérale et lui a accordé le pouvoir d'imprimer de la monnaie. Cela a permis à l'État de subventionner les guerres et l'assistanat social, mais cela a aussi généré une instabilité économique avec des phases d'expansion et de récession. Chaque fois que nous avons traversé ces péripéties, le gouvernement et la Fed ont davantage sapé le support monétaire du dollar. Depuis 1971, le dollar n'est plus remboursable en quoi que ce soit, si ce n'est en lui-même. Ce n'est rien qu'un symbole, et il n'y a aucune limite au nombre de dollars que le pouvoir et la Fed peuvent créer. Le résultat a été une expansion non maîtrisée de l'appareil d'État et une inflation brutale et durable qui a réduit notre niveau de vie sans que nous nous en rendions compte.

Jusqu'à ces dernières années, le nombre d'Américains qui comprenaient les dangers de cette politique de destruction monétaire était très réduit. La plupart des Américains acceptent ce qu'on leur a inculqué pendant des décennies, et croient que la Réserve fédérale fournit l'ultime filet de protection pour tout le monde : pour les banquiers, la finance, les investisseurs, les entreprises, les salariés, les consommateurs, et tous les autres. La plupart des gens croient que la Fed est là pour nous tirer d'embarras face à un excès d'inflation, de récession ou des taux d'intérêt trop élevés.

³ Voir, par exemple, *End the Fed* (New York: Grand Central Publishing, 2010) ; *The Case for Gold* (Washington, DC: Government Printing Office, 1982; Auburn, AL: Mises Institute, 2007)

On appelait Alan Greenspan « le Maestro », on le saluait comme le génie qui avait la touche magique et qui pouvait régler avec précision l'économie pour la faire passer dans une nouvelle ère. L'instauration de la Fed comme prêteur de dernier recours, capable également d'accorder des facilités de crédit, a massivement encouragé les investissements injustifiés et l'endettement excessif. La taille gigantesque du marché des dérivés - une crise qui n'est pas encore résolue à ce jour - n'aurait pas été possible sans la Réserve fédérale et sans l'aléa moral que ses politiques engendrent. La Fed aurait dû être mise en cause pour la plupart de nos problèmes économiques plutôt que créditée comme en fournissant la solution.

Les lois et les réglementations ont ajouté de l'huile sur le feu des excès spéculatifs, en particulier dans les dérivés de prêts hypothécaires. Les keynésiens ont encouragé tout le monde à faire confiance au filet de sécurité de la dépense étatique et au crédit facile ouvert par la Réserve fédérale. Cette confiance mal placée, fondée sur de fausses prémisses, a engendré, à mon avis, la plus grosse bulle financière de toute l'histoire.

Par le passé, la Fed a pu prétendre favoriser les bonnes périodes économiques et remédier aux mauvaises. Mais elle ne pourra plus s'exonérer de sa responsabilité. Le système monétaire actuel garantit que les investisseurs et les banques vont repousser toutes les limites et s'engager dans des décisions spéculatives inconsidérées produisant une économie de bulle proche de l'éclatement.

Je suis certain qu'un jour futur les historiens exprimeront un grand étonnement devant certains concepts imbéciles reconnus comme sains pendant tant d'années, avant que survienne l'effondrement actuel. Quelle personne saine d'esprit conseillerait à un membre de sa famille ou à un ami enfoncé dans les dettes jusqu'au cou, et sur le point de perdre sa maison, d'emprunter encore plus d'argent, de le dépenser et de prendre autant de nouvelles cartes de crédit que possible ? C'est ridicule. En outre, on lui dit qu'il n'est pas nécessaire de faire des heures supplémentaires ni de trouver un second emploi pour réduire sa dette !

Et pourtant, c'est exactement ce que notre nation a fait, et ceci au-delà de toute mesure depuis que la crise a éclaté en 2008. Et les keynésiens sont toujours surpris et agacés de voir que l'économie ne s'est pas rétablie pour autant. Leur réponse continue à être davantage de dépenses, davantage d'emprunts, et un accroissement de la dette encore plus rapide. Il est difficile de croire que des gens raisonnables puissent être persuadés de cela. Si un individu ne se porte pas mieux avec davantage de dette et davantage de dépenses, comment une nation le pourrait-elle ?

Les keynésiens ont perdu le débat intellectuel. Après l'échec total des formes les plus engagées de la planification économique, que sont le fascisme et le communisme, l'échec dans le monde entier de la planification économique centrale de type keynésienne saute aux yeux. Ils n'ont plus qu'une carte à jouer, qui est d'asséner l'argument selon lequel ceux qui s'opposent à leurs programmes de renflouement (qui ne sont rien de plus que des resucées des programmes à l'origine même de la crise) ne se soucient pas des gens et sont dépourvus de toute compassion. Au lieu de débattre des politiques économiques sous-jacentes, ils ont recours à un traitement démagogique de la question avec des insinuations et de fausses accusations.

Les keynésiens et leurs copains politiques à Washington sont prompts à accuser d'insensibilité quiconque s'oppose aux allocations de chômage illimitées. La question qu'ils ne veulent même pas examiner est la suivante : que feraient-ils si on leur démontrait que soutirer des fonds à l'économie productive pour subventionner le chômage n'aboutit qu'à prolonger le chômage et à augmenter le nombre d'emplois perdus ? En retirant des fonds à ceux qui ont de la peine à joindre les deux bouts et à essayer de développer leurs entreprises, on affaiblit l'économie.

Ceux qui refusent de s'engager dans le débat intellectuel et d'examiner les conséquences des idées et des politiques actuelles ont recours à la politisation du sujet, en proposant des programmes de redistribution reposant sur une taxation accrue et sur l'inflation, dans le but de se maintenir au pouvoir. Si ce processus n'est pas inversé, une faillite totale nous obligera à envisager un système complètement nouveau.

J'aimerais que le dollar soit aussi bon que l'or. J'aimerais que le système bancaire fonctionne comme il le ferait en régime de libre entreprise, c'est-à-dire sans banque centrale. J'aimerais que des monnaies compétitives émergent sur le marché et soient autorisées à se développer. J'ai fait pression en ce sens depuis des décennies. Le problème de la transition n'est pas technique. Cela peut très bien se faire. Le problème est politique. Le papier-monnaie est une drogue dure et Washington y est accro. Quelle solution réaliste peut-on proposer ? Comme Hayek avait l'habitude de dire, nous avons besoin d'une latitude de choix en matière de monnaie. Washington devrait arrêter d'y faire obstacle et laisser émerger spontanément un autre système fondé sur les choix humains. Il faudrait pour cela mettre un terme à la répression de la concurrence monétaire. Je suis certain qu'avec le temps nous verrons le dollar supplanté par la concurrence.

10° RACISME

Le terme de « racisme » s'emploie inconsidérément de nos jours. Parfois, il s'agit bien de racisme, et d'autres fois non. Je désigne par ce terme (1) le fait de définir et de rabaisser toute une population principalement en fonction de sa composition raciale, ethnique ou religieuse, ce qui conduit à (2) la volonté de refuser à un individu ou à un groupe la plénitude de leurs droits au sein de la communauté civile, et (3) la tendance qui s'ensuit à accepter qu'un individu ou un groupe subissent des préjudices du fait de particuliers ou du fait de l'État. Les termes de « racisme » et de « raciste » peuvent s'appliquer à l'une des définitions précédentes ou à toutes.

En gardant cette définition à l'esprit, il devrait être clair que le racisme est un problème qui commence avec le refus de l'individualisme. Un raciste croit que certains traits de groupe prévalent toujours sur l'ensemble des caractéristiques individuelles. C'est là une première erreur, et elle découle d'une volonté de simplifier la réalité de l'hétérogénéité d'un groupe (car les personnes sont en réalité toutes différentes) par commodité ou par superficialité intellectuelle.

Je ne parle pas de la tendance universelle qui nous porte à des comportements collectifs dans des circonstances particulières de temps et de lieu. Cela fait partie des attentes que nous formons en fonction du comportement bien compris de la solidarité du groupe. Car il est clair que les gens agissent selon une solidarité de groupe. Si vous en doutez, regardez les matches de sport et voyez comment plusieurs milliers de personnes peuvent toutes ensemble encourager une équipe. Il n'y a pas de racisme, bien sûr, à voir les fans d'une équipe se réjouir quand leur équipe marque un point. Mais si on croit que l'intérêt commun d'un groupe efface les différences individuelles, ou que les différences individuelles ne comptent pas du tout comparées aux caractéristiques de groupe, on a là les prémices d'une mentalité raciste.

C'est quand on ne parvient pas à laisser de côté les généralités pour tenir compte des exceptions qu'il y a un problème. Un Blanc qui ne voit rien de bon dans toute action ou toute parole d'un Noir fournit l'exemple le plus évident de racisme. Un autre exemple d'une telle façon de penser serait le fait de rejeter, par exemple, le point de vue d'un économiste noir qui serait en désaccord avec le parti pris socialiste de l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP). L'hypothèse sous-jacente est que l'économiste, en quelque sorte, « ne pense pas comme un Noir ». Le même type de rejet peut être le fait de n'importe quel groupe à l'égard de n'importe quel groupe. Des personnalités noires peuvent caricaturer les Blancs et les Blancs

peuvent caricaturer les Noirs selon des préjugés de groupe. C'est bien différent des préjugés ordinaires qui, pourrait-on dire, font partie intégrante de la vie et sont constamment formés et rectifiés par l'expérience de la réalité.

Le problème des attitudes personnelles n'est cependant pas la question essentielle. Le problème est de savoir comment ces attitudes prennent une expression politique. Lors de la grande vague d'immigration européenne vers les États-Unis à la fin du XIXe siècle, les sentiments anti-italiens et anti-irlandais de la part de la majorité auraient pu s'expliquer par le contexte historique, mais ils eurent des effets réels sous la forme d'entraves politiques imposées à ces groupes. Il en fut de même avec les lois Jim Crow⁴ qui suivirent la reconstruction dans le sud. Ces lois non seulement violaient les droits de l'homme, mais conduisirent à des ressentiments couvant dans la durée et entraînant des conséquences humaines et politiques terribles.

Les périodes de guerre alimentent des formes malignes de racisme. C'est parce que les États aiment transformer les préjugés existants en haine afin de mobiliser les masses. Lors de la Première Guerre mondiale, l'hystérie anti-allemande a conduit à la suppression d'éléments culturels allemands et à une suspicion généralisée à l'égard des Américains allemands. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont à nouveau souffert, mais les Japonais davantage encore. On a du mal à imaginer cette horrible réalité : que tous les Américains d'origine japonaise furent arrêtés et mis dans des camps de concentration (« d'internement »). Pendant la guerre froide, les Russes qui vivaient aux États-Unis furent soupçonnés d'être communistes jusqu'à ce qu'ils proclament ouvertement et agressivement leur haine pour le régime de leur pays d'origine.

Si nous haïssons le racisme, nous devons aussi détester la guerre puisque c'est elle qui engendre toutes ces espèces malignes de racisme. À notre époque, on observe la même chose à l'égard des musulmans. Les membres des deux partis diabolisent ces personnes et encouragent un sentiment anti-musulman dans l'ensemble de la population. On raconte aux chrétiens, de façon orwellienne, que « nous avons toujours été en guerre avec l'islam », que l'islam est une religion guerrière par nature, qu'« ils » s'emparent de l'Amérique avec leurs mosquées, leurs vêtements et leurs lois. Toute cette campagne ressemble à une nouvelle guerre froide, ou bien est-ce une guerre chaude dans laquelle l'islam remplace le communisme athée comme ennemi désigné ?

⁴ Lois de ségrégation raciale dans les États du sud, abolies en 1964

Ce qui frappe dans cette forme de racisme, c'est sa distance avec la réalité. Les pirates du 11 septembre n'étaient pas de fervents musulmans, mais on nous a souvent fait croire que si. Le gouvernement de Saddam Hussein était laïque, ce n'était pas un État islamique, mais on a vendu aux Américains l'idée que l'attaque contre l'Irak et les sanctions des dix dernières années contre ce pays s'effectuaient dans le cadre d'un « choc des civilisations » et étaient le début d'un long combat contre l'islam. Les élites de l'État doivent sans aucun doute être des chefs religieux chrétiens ou juifs pour croire que la lutte contre l'Islam doit être une telle priorité en matière de politique étrangère.

On oublie complètement que l'islam, le christianisme et le judaïsme vécurent en paix, parfois dans les mêmes régions d'Europe, pendant près de 700 ans entre les huitième et quinzième siècles. Cette période de l'histoire espagnole est connue comme la *Convivencia*, la coexistence. On la crédite en grande part d'avoir apporté à l'Europe la sagesse de la philosophie grecque. Comment cela a-t-il pu se produire ? Grâce au commerce, aux échanges culturels et à des institutions juridiques libérales. C'est possible. C'est possible dès aujourd'hui pour peu que nous arrêtions ce cercle vicieux d'attaques et de représailles, qui ne profite qu'aux pouvoirs en place. La paix peut revenir, mais seulement si les États-Unis cessent d'occuper les pays arabes, de soutenir des gouvernements qui ne sont pas soutenus par leur peuple, de financer l'occupation du Moyen-Orient, d'imposer des sanctions contre les pays musulmans, et de répandre des diatribes anti-musulmanes au sein de la population américaine.

Je me souviens très bien de la propagande des années 1980 à l'époque de l'administration Reagan, quand les dirigeants conservateurs affirmaient qu'il était crucial pour la cause anti-soviétique que les Américains pratiquent l'islam. Pourquoi cela ? Parce que l'islam était contre la gauche laïciste, était en faveur de la famille, et surtout opposé à la domination soviétique en Afghanistan. Les « combattants pour la liberté » pouvaient bien être violents et adeptes d'une autre religion, cela n'avait pas d'importance parce qu'ils s'opposaient à l'occupation soviétique, seule chose qui comptait étant données les priorités politiques de l'époque. Peu importe si ces mêmes personnes allaient plus tard se métamorphoser en détestables talibans, ceux-là même que nous avons neutralisés, et qui constituent aujourd'hui le noyau d'Al-Qaïda !

Le racisme d'État vise à consolider le pouvoir en place. L'idée consiste à diriger l'opinion populaire contre un méchant ennemi étranger pour détourner son attention de son propre gouvernement. C'est l'essence même de la propagande qui a accompagné chaque effort de guerre américain et sans doute tous les efforts de guerre

de tous les États. Le racisme prospère en déshumanisant les personnes, en encourageant les gens à croire que l'objet de leur haine n'est pas digne des droits de l'homme. Une telle attitude est encore plus méprisante de la part des États quand ils agissent ainsi tout en prétendant vouloir nous protéger du racisme dans notre propre pays.

Je ne sais vraiment pas ce qu'il y a de pire : les fausses allégations de racisme, ou l'entretien des préjugés raciaux ; le soutien effectif du racisme par l'État lui-même en temps de guerre, ou le soutien qu'il apporte à la « discrimination positive » et aux « quotas » au nom de l'élimination du racisme. Toutes ces actions sont contraires à l'individualisme qu'une société libre devrait défendre sans aucun compromis.

Appendice

Les dix principes d'une société libre :

1. Les droits appartiennent aux individus, pas à des groupes ; ils découlent de notre nature et ne peuvent être ni accordés ni supprimés par l'administration.
2. Toutes les associations pacifiques et volontaires de nature économique ou sociale sont autorisées ; le consentement est la base de l'ordre économique et social.
3. Tout bien justement acquis est la propriété privée d'individus ou de groupes volontairement constitués, et cette propriété ne peut être arbitrairement supprimée par les administrations.
4. L'administration ne peut redistribuer les avoirs privés ni consentir des privilèges particuliers à tout individu ou groupe.
5. Les individus sont responsables de leurs actes ; l'administration ne peut et ne doit pas nous protéger de nous-mêmes.
6. L'administration ne doit pas s'arroger de monopole sur l'argent d'un peuple et ne doit jamais s'adonner à la fausse monnaie, même au nom de la stabilité macroéconomique.
7. Les guerres d'agression, même si elles sont qualifiées de préventives, et même si elles ne concernent que des relations commerciales, sont interdites.
8. Le pouvoir législatif du jury, c'est à dire le droit des jurés de juger la loi aussi bien que les faits, est un droit du peuple et la norme des tribunaux.
9. Toute forme de servitude involontaire est interdite, pas seulement l'esclavage mais aussi la conscription, l'association forcée et la distribution imposée de subsides.
10. L'administration (ou l'État) doit respecter la loi dont elle exige le respect par autrui et par conséquent elle ne doit jamais faire usage de la force pour inciter à des comportements, manipuler des arrangements sociaux, gérer l'économie, ou dire à d'autres pays comment ils devraient se comporter.